FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
fondapol.org

TSUNAMI DANS UN VERRE D'EAU

REGARD SUR LE VOTE EUROPE ÉCOLOGIE-LES VERTS AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES DE 2014 ET DE 2020 DANS 41 VILLES DE PLUS DE 100 000 HABITANTS

Sous la direction de Dominique Reynié

Juillet 2020

Sous la direction de
Dominique Reynié, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique

Auteurs
Victor Delage, Willy Delvalle, Anne Flambert, Madeleine Hamel, Katherine Hamilton, Matthieu Hanisch, Loïse Lyonnet

Relecture et correction
Francys Gramet, Claude Sadaj

Maquette et réalisation
Julien Rémy

Parution
Juillet 2020

L'étude que nous publions ici procède de la base de données que nous avons élaborée, disponible en *open data* sur data.fondapol.org.

Liste des abréviations utilisées dans cette étude pour les principaux partis politiques cités

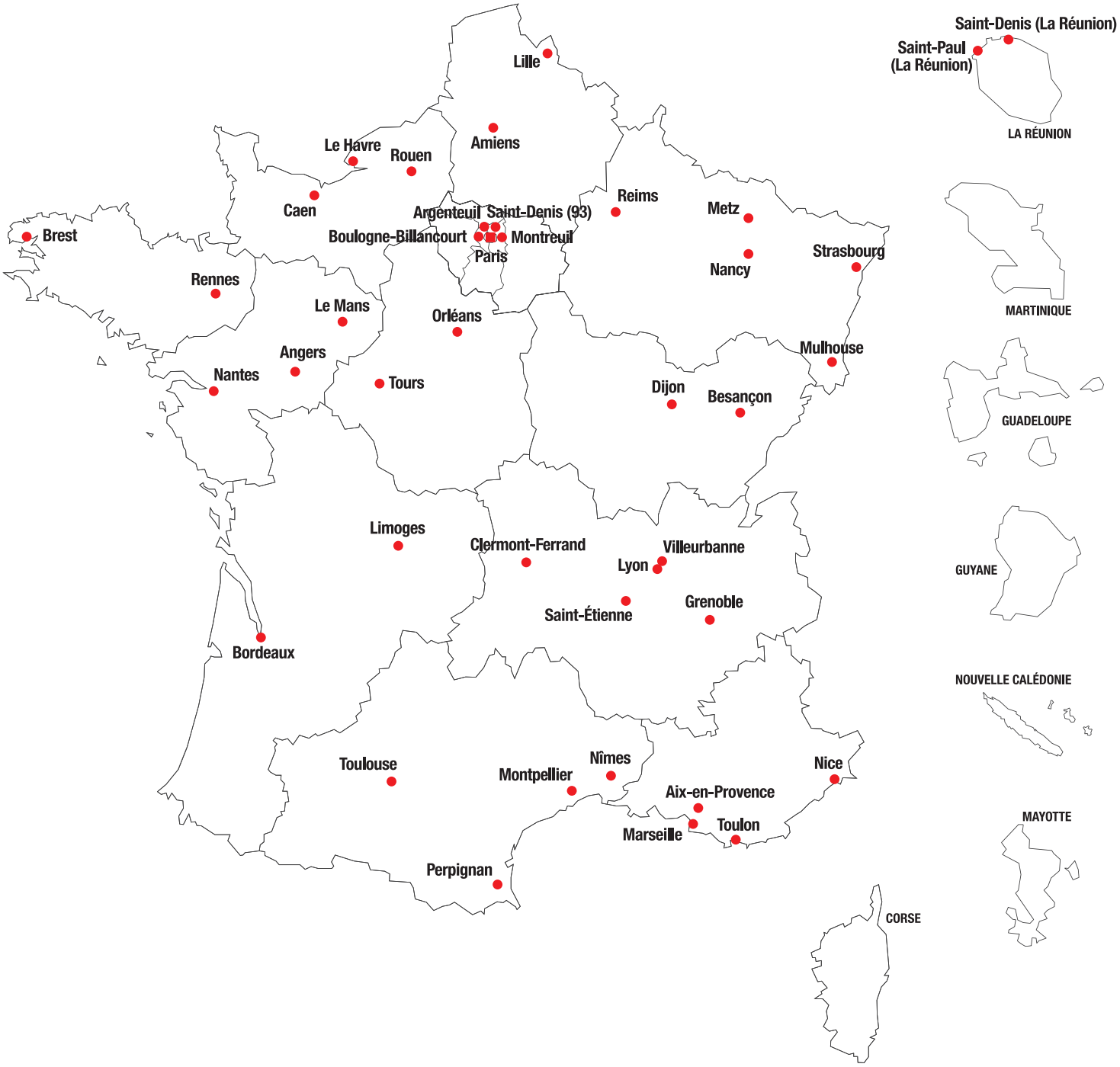
DLF	Debout la France !	**MoDem**	Mouvement démocrate
EELV	Europe Écologie-Les Verts	**NPA**	Nouveau Parti anticapitaliste
FG	Front de gauche	**PCF**	Parti communiste français
FN	Front national	**PS**	Parti socialiste
LFI	La France insoumise	**RN**	Rassemblement national
LO	Lutte ouvrière	**UDI**	Union des démocrates et indépendants
LR	Les Républicains	**UMP**	Union pour un mouvement populaire
LREM	La République en marche	**UPR**	Union populaire républicaine

SOMMAIRE

- Les élections municipales de 2020 ont été balayées par l'abstention 5
- Malgré un contexte politique et médiatique très favorable au vote écologiste… 6
- … il n'y a pas de « vague verte », même dans la France des métropoles 8
- Les partis qui l'emportent sont ceux qui perdent le moins d'électeurs 12
- En nombre d'électeurs, EELV recule aussi par rapport à 2014 16
- En 2020, EELV domine les coalitions de gauche dans la France des métropoles… 20
- … mais EELV n'emporte que 6 mairies dans les villes de plus de 100 000 habitants étudiées 21
- Conclusion 21

LA FRANCE DES MÉTROPOLES

(VILLES DE PLUS DE 100 000 HABITANTS EN 2014 ET 2020)



Nous n'avons pas pris en compte la ville d'Annecy, pourtant comptabilisée en 2020 comme ville de plus de 100 000 habitants, car c'est suite à une fusion intercommunale datant de 2017 que le nombre d'habitants dans cette ville a significativement augmenté par rapport à 2014 (55 283 habitants à l'époque), ne permettant pas une comparaison entre les élections municipales de 2014 et de 2020.

Lors des élections municipales de 2020, dans un contexte politique et médiatique particulièrement favorable au vote écologiste, EELV a dû composer des coalitions de gauche pour réaliser une percée finalement modeste dans les villes de plus de 100 000 habitants. Pourtant, cette France des métropoles est supposée constituer sa terre de prédilection. En réalité, l'abstention, historique et si peu commentée, a eu raison de tous les partis, sans exception, et sans doute même de ces élections municipales. Pour le moins, l'observation des données conduit à rejeter la thèse d'une « vague verte », annoncée par les sondages avant même la tenue du second tour. L'étude que nous publions ici procède de la base de données que nous avons élaborée, disponible en *open data* sur data.fondapol.org.

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES DE 2020 ONT ÉTÉ BALAYÉES PAR L'ABSTENTION

Le taux d'abstention enregistré lors des élections municipales de 2020 est historique, aussi bien au premier tour (55,34 %) qu'au second tour (58,40 %), alors même qu'il s'agit traditionnellement du scrutin favori des Français avec l'élection présidentielle. À titre de comparaison, ce taux d'abstention record est supérieur de 8,5 points à celui enregistré lors des élections européennes de 2019 (49,88 %), supposées être le scrutin qui intéresse le moins les Français.

Les conditions exceptionnelles dans lesquelles se sont déroulées ces élections municipales expliquent au moins en partie cette abstention. Il est évident que la crainte du Covid-19 a joué un rôle dans la désertion des bureaux de vote. À la veille du scrutin du premier tour, une invitation à ne pas sortir de chez soi a été lancée par le président de la République lors d'un discours solennel, le 12 mars [1], puis, le 14 mars, la veille du premier tour, par le Premier ministre [2]. Nécessaires dans le contexte d'un risque sanitaire élevé, ces consignes de prudence n'en contredisaient pas moins frontalement le devoir de voter, tout en brisant les mécanismes de la mobilisation électorale. Conséquence du premier tour par l'élimination des listes et le jeu des fusions, le second tour ne pouvait plus en être le prolongement. En raison de la pandémie, l'entre-deux-tours a duré trois mois et demi, au lieu d'une semaine, et a été occupé par l'expérience collective du confinement, inédite et impressionnante, dont le prolongement a été annoncé par le chef de l'État dans un discours du 13 avril [3], puis, à partir du 11 mai, par l'expérience du déconfinement. Saturés d'informations complexes, contradictoires, souvent angoissantes [4], exposés à un constant orage de polémiques politico-médicales, désireux de retrouver leurs proches [5], les Français ne pouvaient guère avoir l'esprit disponible pour s'intéresser à un second tour d'élections municipales, d'autant plus que celui-ci n'avait presque plus aucun rapport avec le premier tour. Notons néanmoins que, selon une enquête de l'institut Ipsos-Sopra Steria, réalisée juste avant le second tour, les Français se disaient d'abord préoccupés par « l'avenir du système social (santé, retraites…) » (44 %), « les difficultés en termes de pouvoir d'achat (salaires, impôts…) » (39 %) et « la protection de l'environnement » (38 %), devant « le Covid-19 » (35 %), qui arrive en quatrième position [6].

1. « Adresse aux Français du président de la République », 12 mars 2020, (www.elysee.fr/emmanuel-macron/2020/03/12/adresse-aux-francais). Cette allocution d'Emmanuel Macron a été suivie par 24,80 millions de téléspectateurs.

2. « Déclaration de M. Édouard Philippe, Premier ministre, sur le Covid-19 », 14 mars 2020 (www.gouvernement.fr/partage/11444-declaration-de-m-edouard-philippe-premier-ministre-sur-le-covid-19).

3. « Adresse aux Français du président Emmanuel Macron », 13 avril 2020 (www.elysee.fr/emmanuel-macron/2020/04/13/adresse-aux-francais-13-avril-2020). Cette allocution d'Emmanuel Macron a été suivie par plus de 36 millions de téléspectateurs.

4. Voir Madeleine Hamel, *Covid-19 : Cartographie des émotions en France*, Fondation pour l'innovation politique, mai 2020 (www.fondapol.org/wp-content/uploads/2020/05/Cart-Emo-France_DOSSIER_FR_2020-06-02.pdf).

5. Voir Anne Muxel, *De la distanciation sociale à la distanciation intime*, Fondation pour l'innovation politique, juin 2020 (www.fondapol.org/wp-content/uploads/2020/06/etude-fondapol-anne-muxel-distinciation-sociale-2020-12-06.pdf).

6. « L'état d'esprit des Français à la veille du second tour des élections municipales », enquête Ipsos-Steria réalisée les 26 et 27 juin 2020, ipsos.com, p. 10 (www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2020-06/etat_desprit_second_tour_municipales_2020.pdf).

Par le passé, l'abstention a le plus souvent été contenue à des niveaux très inférieurs, *a fortiori* lors des élections municipales auxquelles les électeurs sont particulièrement attachés. L'abstention n'avait jamais atteint un tel niveau au plan national, dans aucun scrutin. Si, en 2017, la force relative de l'abstention avait marqué l'élection présidentielle (22,23 % au premier tour, 25,44 % au second tour) et les élections législatives (51,30 % au premier tour, 57,36 % au second tour), les élections européennes de 2019 avaient au contraire fait apparaître pour la seconde fois consécutive une hausse de la mobilisation électorale en France, l'abstention étant passée de 59,37 % en 2009 à 57,57 % en 2014 puis à 49,88 % en 2019. Finalement, seul le scrutin de 2000 décidant la révision constitutionnelle du passage au quinquennat dépassait le niveau d'abstention observé lors de ces élections municipales (69,81 %), mais il s'agissait d'un référendum.

MALGRÉ UN CONTEXTE POLITIQUE ET MÉDIATIQUE TRÈS FAVORABLE AU VOTE ÉCOLOGISTE…

Sur le plan politique, la crise des partis de gouvernement est une opportunité pour les écologistes. Les primaires de 2016 et l'élection présidentielle de 2017 ont provoqué l'effondrement des deux grands partis de droite et de gauche, LR et PS. Trois ans plus tard, aucun de ces deux partis n'a récupéré ses forces. Découragés, déçus, perplexes ou perdus, nombre de leurs électeurs se sont abstenus en 2020. Certes, certains de leurs membres sont restés fidèles, mais d'autres ont fait un nouveau choix électoral. L'espace créé par l'affaiblissement de LR et du PS offre donc des opportunités électorales nouvelles. À la faiblesse de l'opposition s'ajoute la fragilité du parti présidentiel, LREM, qui subit les conséquences de l'exercice du pouvoir ; notons encore le retrait, volontaire ou contraint, des partis populistes, avec le RN qui a présenté moins de listes qu'en 2014 et LFI qui a fait le choix de ne pas s'investir dans ces élections municipales.

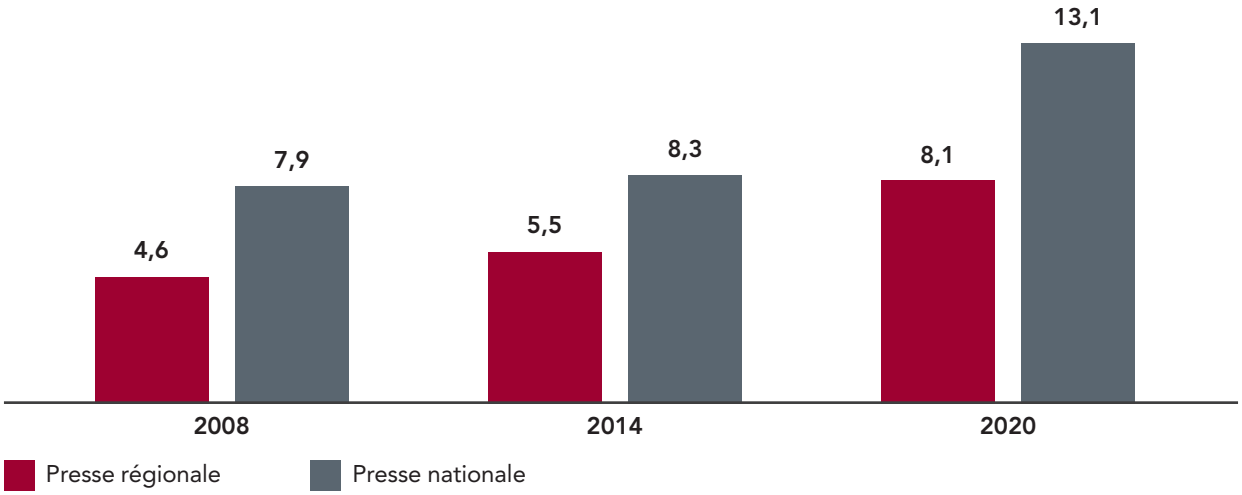
Une partie de cette abstention record peut être analysée comme l'expression d'un rejet de l'offre politique, comme nous l'avions observé en octobre 2019 lors de la première édition de notre indicateur de la protestation électorale[7]. Ici cesse la symétrie entre la gauche et la droite. En effet, si en 2020 les droites et les gauches sont durement touchées par l'abstention, les électeurs de gauche sont plus souvent que les électeurs de droite attirés par un vote alternatif. Les électeurs de droite s'abstiennent beaucoup mais délaissent peu la droite LR pour le RN, en dehors de cas particuliers, comme Perpignan, tandis que les électeurs de gauche pratiquent à la fois l'abstention et le changement de vote au profit de EELV, au détriment du PS et de LFI. Le parti écologiste nourrit donc ses progrès électoraux en aimantant de nouveaux pans du vote de gauche non écologiste. Conséquemment, la poussée de EELV est aussi le résultat d'un simple déplacement des forces à l'intérieur des gauches. Ce phénomène explique le résultat des élections européennes de mai 2019 : avec 13,48 % des suffrages exprimés, EELV est devenu la première force de gauche, loin devant FI (6,31 %) et la coalition conduite par le Parti socialiste (PS, Radicaux de gauche, Place publique et Nouvelle Donne), qui n'est parvenue à réunir que 6,19 % des suffrages exprimés, tandis que Génération.s échouait plus nettement encore, à 3,27 %. C'est donc au sein d'une gauche mal en point que prospère EELV. De plus, des victoires de EELV ont eu lieu dans des villes où le maire sortant ne se représentait pas et n'était pas parvenu à organiser sa succession, comme à Bordeaux ou Lyon[8].

7. Voir Dominique Reynié, *2022, le risque populiste en France. Un indicateur de protestation électoral conçu par la Fondation pour l'innovation politique*, Fondation pour l'innovation politique, octobre 2019 (www.fondapol.org/wp-content/uploads/2019/10/INDICATEURduPOPULISME-2022_2019-10-10.pdf).

8. Voir Florent Gougou et Simon Persico, « Élections municipales : "Dans la quasi-totalité des cas, les listes à direction EELV se sont imposées en l'absence des maires sortants" », *Le Monde*, 2 juillet 2020.

Sur le plan médiatique, il ne fait pas de doute que, depuis plusieurs années, les enjeux environnementaux en général et la question climatique en particulier sont des thèmes à la fois marquants, par leur dimension anxiogène, et omniprésents dans l'espace public. En témoigne la multiplication du nombre d'articles dédiés à ces sujets dans la presse quotidienne nationale et dans la presse quotidienne régionale, telle que signalée dans une récente étude de la Fondation de l'écologie politique[9]. Ces dernières années, par exemple, des manifestations étudiantes ou des marches pour le climat, à Paris et en région, comme celle du 21 septembre 2019, ont ainsi largement été relayées par la presse. Par ailleurs, des leaders écologistes, des personnalités ou des médias ont suggéré l'existence d'un lien entre la pandémie de coronavirus et l'économie de marché. Quelle que soit la réalité de ce lien, très contestable, ces discours ont amplifié la résonance écologique de la crise sanitaire pendant les trois mois qui ont précédé le second tour.

Attention médiatique accordée à l'écologie dans les six mois précédant le premier tour en 2020 (en % du nombre total d'articles)



Source : Fondation de l'écologie politique ; Europresse ; articles comportant les mots « climat », « écologie », « environnement » ou « pollution » dans les quatre principaux titres de la presse quotidienne régionale (*Ouest-France, Le Parisien, Sud-Ouest, La Voix du Nord*) et de la presse quotidienne nationale (*Le Figaro, Le Monde, La Croix, Libération*) dans les six mois précédant le premier tour de l'élection.

9. Voir Florent Gougou et Simon Persico, « La poussée (inachevée) des Verts : leçons tirées du premier tour des municipales de 2020 », *Les Notes de la FEP*, n° 19, mai 2020, p. 3 (www.fondationecolo.org/activites/publications/PerceeVerteMunicipales).

… IL N'Y A PAS DE « VAGUE VERTE », MÊME DANS LA FRANCE DES MÉTROPOLES

Il est saisissant de constater que, sans attendre le premier tour, de nombreux médias annonçaient une « vague verte ». Dès le 29 janvier 2020, *Le Figaro* titrait ainsi : « Municipales : les écologistes se préparent à une vague verte [10] ». Quelques semaines plus tard, RFI titrait sur son site : « Vers une vague verte aux municipales en France [11] ». De nombreux autres exemples illustrent cette prophétie fondée sur des enquêtes d'opinion.

Une fois les élections municipales passées, de façon surprenante, dans un premier temps, le commentaire public n'a fait qu'effleurer la réalité pourtant incontournable d'une abstention historique ; il lui a été préféré la thèse, certes plus reluisante, d'un triomphe du vote écologiste, toujours présenté comme une « vague », un « tsunami », etc. Si le recours aux superlatifs est de plus en plus fréquent, il est curieux qu'ils n'aient été que rarement employés à propos du niveau d'abstention. Pourtant, en mars 2014, la presse s'inquiétait déjà à ce sujet, qualifiant de « massive » ou de « record » une abstention alors jugée en forte hausse [12].

En 2020, avec environ 20 points de plus qu'en 2014, tant au premier tour qu'au second tour, l'abstention au niveau national est pourtant largement restée à l'écart des centres d'intérêt de l'immédiat après-scrutin, dont les écologistes et tout particulièrement EELV ont été aussitôt déclarés grands vainqueurs. Pendant quelques jours, on a pu avoir le sentiment qu'ils étaient devenus la première force politique du pays. S'il est attendu qu'une telle interprétation soit portée par EELV, d'autant plus que ce parti est auréolé de la prise de quelques villes importantes, la thèse d'une « vague », rapportée à une si faible participation, n'est pas recevable.

Un autre élément qui vient tempérer le récit d'une victoire de EELV réside dans la forte abstention des 18-34 ans, estimée à 72 % [13]. Donné pour la France entière, ce chiffre est probablement plus élevé dans les métropoles où la participation a tendance à être moins élevée qu'ailleurs. Si cette forte abstention des jeunes est, comme le fait remarquer la sociologue Anne Muxel [14], un phénomène connu, élection après élection, elle signale toutefois que l'attrait plus prononcé des jeunes pour les questions écologiques, qui dans la tranche 18-34 ans placent la protection de l'environnement comme la préoccupation numéro un [15], ne se manifeste pas dans les urnes. EELV ne parvient pas à convaincre l'électorat qui devrait lui être favorable de voter.

L'inanité de cette interprétation immédiate est encore plus nette si nous observons les performances du vote EELV dans le biotope social qui est *a priori* le plus propice à ses progrès électoraux, celui des métropoles. Nous avons ainsi choisi de concentrer notre étude sur les 41 villes de plus de 100 000 habitants en comparant les résultats avec ceux de 2014. Les données présentées ici concernent donc exclusivement les villes de plus de 100 000 habitants, que nous désignerons principalement ci-après comme « la France des métropoles ».

---

10. Sophie de Ravinel, « Municipales: les écologistes se préparent à une vague verte », *Le Figaro*, 29 janvier 2020.

11. Marine de La Moissonnière, « Vers une vague verte aux municipales en France », rfi.fr, 26 février 2020 (www.rfi.fr/fr/france/20200226-vers-une-vague-verte-municipales-eelv).

12. Voir, par exemple, « Une abstention record pour les municipales 2014 », lefigaro.fr, 31 mars 2014 (www.lefigaro.fr/municipales-2014/2014/03/30/01052-20140330ARTFIG00139-municipales-2014-taux-d-abstention-historique.php), ou encore « Élections municipales : un taux d'abstention record », lemonde.fr, 23 mars 2014 (www.lemonde.fr/municipales/article/2014/03/23/municipales-le-taux-de-participation-a-midi-etait-de-23-16_4387962_1828682.html).

13. Voir Brice Teinturier, « Municipales 2020 – Après le second tour : bilan et perspectives », ipsos.com, 28 juin 2020 (www.ipsos.com/fr-fr/municipales-2020-apres-le-second-tour-bilan-et-perspectives).

14. Voir Anne Muxel, « "Le surcroît d'abstention des jeunes accentue le problème posé à la démocratie" », propos recueillis par Luc Cedelle, *Le Monde*, 2 juillet 2020.

15. « L'état d'esprit des Français à la veille du second tour des élections municipales », art. cit., p. 12.

La France des métropoles, une sociologie pourtant favorable au vote EELV

« […] Les Verts tendent à obtenir leurs meilleurs scores dans les villes-centres des grandes métropoles françaises, celles dans lesquelles les caractéristiques sociodémographiques et politiques sont les plus favorables aux écologistes, des caractéristiques résumées par Fabien Escalona et Mathieu Vieira sous le concept d'idéopôles*. Ce sont de grandes métropoles régionales "intégrées aux réseaux de l'économie globalisée – tant d'un point de vue économique que culturel", dans lesquelles la part de diplômés du supérieur est importante. De même, ces communes regroupent un nombre important de citoyens favorables à la gauche, dans les urnes comme dans leurs préférences sur les enjeux de distribution des richesses et de lutte contre les inégalités, d'ouverture culturelle et morale, ou de protection de l'environnement. »

Florent Gougou et Simon Persico,
« La poussée (inachevée) des Verts : leçons tirées du premier tour des municipales de 2020 »,
***Les Notes de la FEP*, n°19, mai 2020, p. 8**
(www.fondationecolo.org/activites/publications/PerceeVerteMunicipales).

* Fabien Escalona et Mathieu Vieira, *Les idéopôles, laboratoires de la recomposition de l'électorat socialiste*, Fondation Jean-Jaurès, 6 février 2012, p. 4 (https://jean-jaures.org/nos-productions/les-ideopoles-laboratoires-de-la-recomposition-de-l-electorat-socialiste).

Les performances des différentes forces politiques aux élections municipales de 2014 et 2020 ont été mesurées à partir de deux classifications :

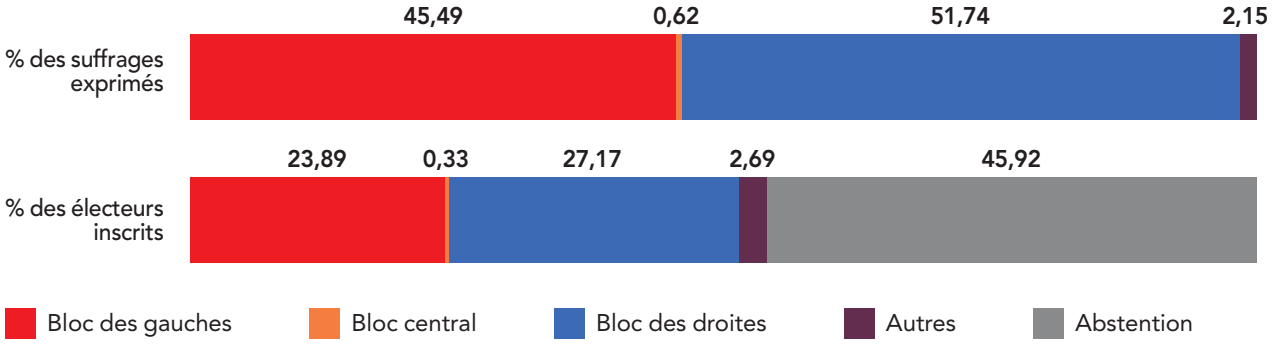
– par *type de candidatures* : les listes candidates sont dites « autonomes » lorsqu'une liste est portée par un seul parti, et en « coalition » lorsqu'une liste est soutenue par plusieurs partis. Dans ce dernier cas, la mention « leader » désigne le parti dont un candidat est la tête de liste de la coalition ;

– par *regroupement politique* : afin de comparer les performances de EELV et celles des autres forces politiques, nous avons intégré l'ensemble des résultats en distinguant un « bloc des gauches », un « bloc central » et un « bloc des droites » :

- le *bloc des gauches* comprend le résultat de toutes les listes, autonomes ou en coalition, menées par le PS, FG/LFI, Génération.s, le PCF, LO, le NPA et EELV, ainsi que les partis ou mouvements classifiés comme « divers gauche » ou « divers écologistes » par le ministère de l'Intérieur. Plusieurs mesures permettent d'autonomiser EELV afin d'évaluer les performances spécifiques de ce parti aux élections municipales de 2014 et 2020 ;
- le *bloc central* comprend le résultat de toutes les listes, autonomes ou en coalition, menées par le MoDem, LREM ou d'autres partis classés dans la catégorie « divers centre » par le ministère de l'Intérieur ;
- le *bloc des droites* comprend le résultat de toutes les listes, autonomes ou en coalition, menées par les partis de la droite et du centre droit (UMP/LR, UDI et autres partis catégorisés comme « divers droite » par le ministère de l'Intérieur) ainsi que les partis populistes de droite (FN/RN, UPR, DLF).

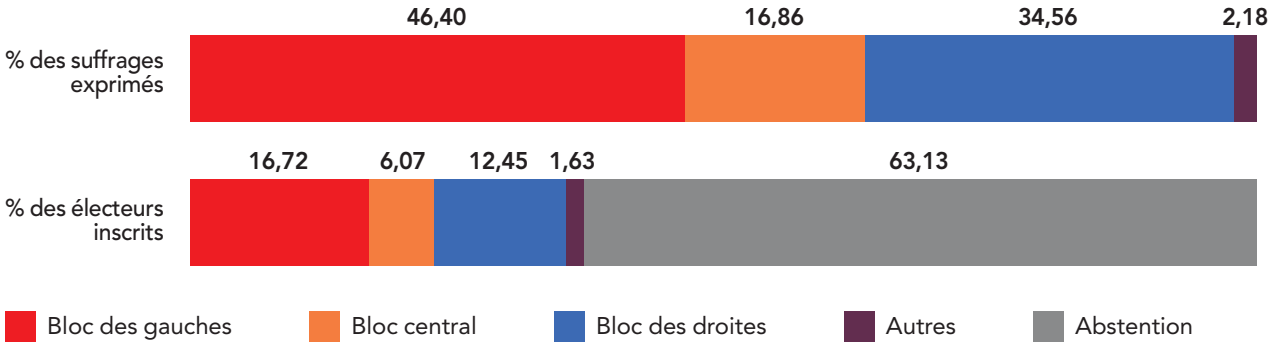
À noter que les listes émanant du Parti animaliste, les « sans étiquettes » et classées comme « divers » par le ministère de l'Intérieur n'ont pas été retenues ici, sans effets significatifs sur les données recueillies.

Résultats du bloc des gauches, du bloc central et du bloc des droites au premier tour des élections municipales de 2014 dans la France des métropoles



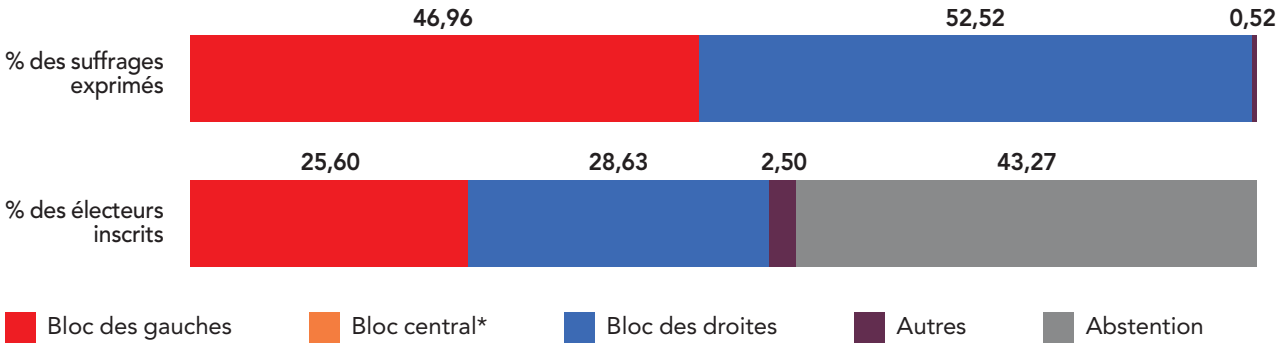
© Fondation pour l'innovation politique, juillet 2020

Résultats du bloc des gauches, du bloc central et du bloc des droites au premier tour des élections municipales de 2020 dans la France des métropoles



© Fondation pour l'innovation politique, juillet 2020

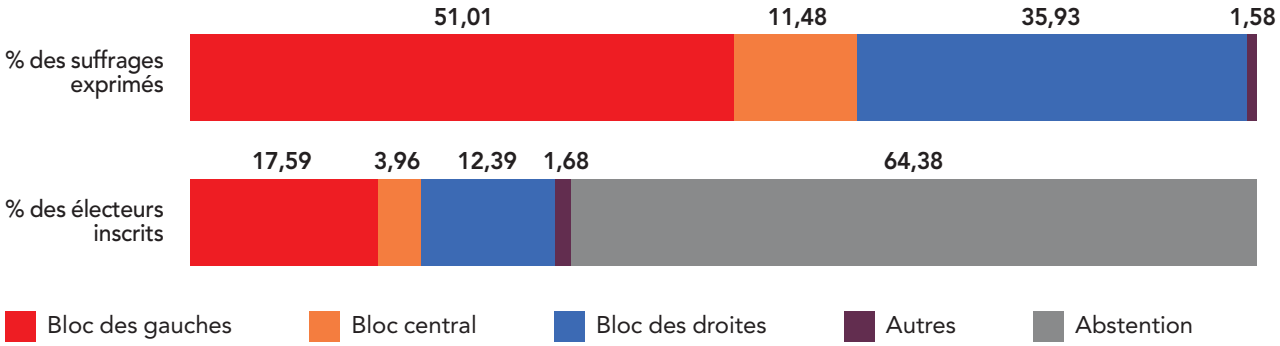
Résultats du bloc des gauches, du bloc des droites et du bloc central au second tour des élections municipales de 2014 dans la France des métropoles



© Fondation pour l'innovation politique, juillet 2020

* Dans le graphique ci-dessus, le bloc central n'apparaît pas puisqu'aucune liste où le MoDem ou d'autres partis classés dans la catégorie « divers centre » sont leaders ou autonomes ne passe le premier tour des élections municipales de 2014 dans la France des métropoles. Le bloc central obtient donc 0 % des suffrages exprimés et 0 % des électeurs inscrits au second tour de 2014.

Résultats du bloc des gauches, du bloc des droites et du bloc central au second tour des élections municipales de 2020 dans la France des métropoles



© Fondation pour l'innovation politique, juillet 2020

LES PARTIS QUI L'EMPORTENT SONT CEUX QUI PERDENT LE MOINS D'ÉLECTEURS

Les résultats présentés en pourcentage des suffrages exprimés dressent un tableau dans lequel, dans la France des métropoles, un électeur sur deux (51,01 %) a voté pour la gauche au second tour 2020, un score en progression par rapport à 2014 (46,96 %). Le bloc des droites subit un revers avec une position nettement dégradée par rapport à 2014[16].

Résultats du bloc des gauches, du bloc des droites et du bloc central aux élections municipales de 2014 et 2020 dans la France des métropoles (en % des suffrages exprimés)

Leaders de coalitions et listes autonomes	2014		2020	
	Premier tour	Second tour	Premier tour	Second tour
Bloc des gauches	45,49	46,96	46,40	51,01
Bloc des droites	51,74	52,52	34,56	35,93
Bloc central	0,62	0,00	16,86	11,48

© Fondation pour l'innovation politique, juillet 2020

NB : Pour chaque tour, le total des trois blocs n'est pas égal à 100 car les données n'intègrent pas les résultats résiduels issus de listes n'appartenant à aucun de ces trois blocs.

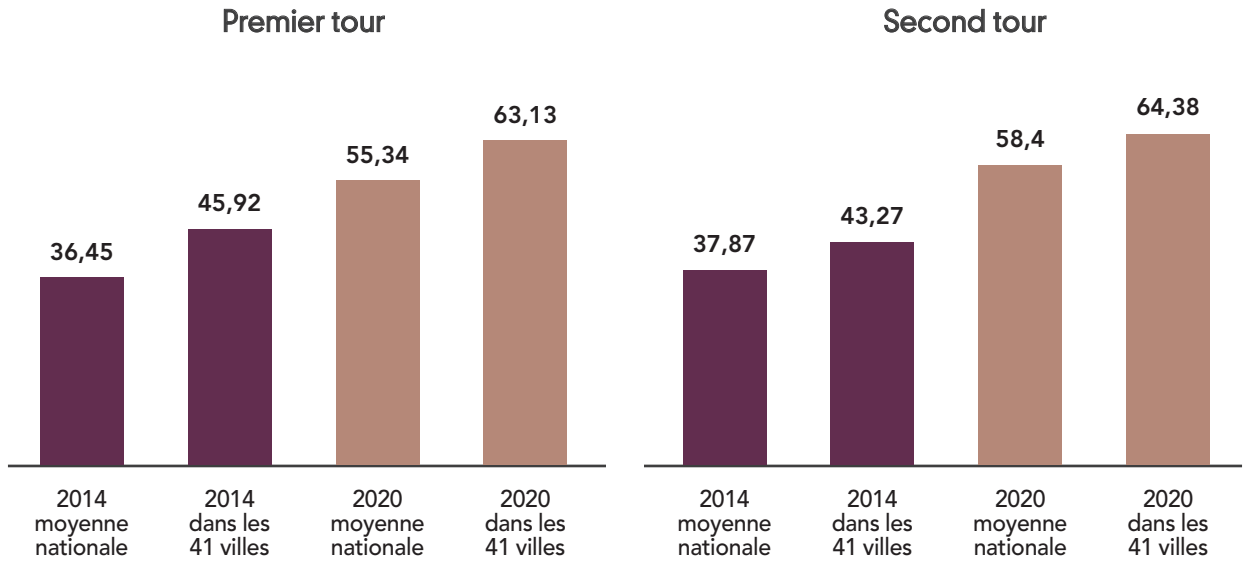
En 2014, au premier tour, l'abstention était de 36,45 % au plan national mais de 45,92 % dans la France des métropoles ; au second tour, elle était de 37,87 % au niveau national et de 43,27 % dans la France des métropoles. En 2020, au premier tour l'abstention est de 55,34 % au plan national et de 63,13 % dans la France des métropoles ; au second tour, l'abstention est de 58,4 % au niveau national et de 64,38 % dans les 41 villes de plus de 100 000 habitants.

La ville de Saint-Paul, à La Réunion, est la seule ville française de plus de 100 000 habitants où le taux d'abstention au second tour de 2020 est inférieur à 50 % (46,14 %). Les taux d'abstention les moins élevés après Saint-Paul sont enregistrés à Perpignan (52,77 %), dans l'autre grande ville de La Réunion, Saint Denis (54,52 %), Toulouse (55,15 %), Nancy (57,78 %) et Le Havre (57,98 %). Dans six villes, plus de sept citoyens sur dix se sont abstenus : Rouen (70,33 %), Saint-Étienne (72 %), Nice (72,25 %), Le Mans (73 %), Villeurbanne (75,11 %) et Mulhouse (75,43 %). Lors du second tour de 2014, le taux d'abstention le plus élevé parmi ces 41 villes avait été de 55,2 %, à Saint-Denis (93).

Déjà élevée en 2014, l'abstention a donc fortement augmenté en 2020 dans la France des métropoles : + 40,36 % lors du premier tour et + 59,85 % lors du second. Les niveaux historiques d'abstention rendent indispensable l'analyse des résultats au prisme des électeurs inscrits, et non seulement à celui des suffrages exprimés.

16. La droite fait traditionnellement de meilleurs scores dans les villes moyennes par rapport aux métropoles, qui représentent pour elle un défi électoral. Voir à ce sujet Nelly Garnier, *Allô maman bobo. L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement*, 2 vol., Fondation pour l'innovation politique, juillet 2019 (http://www.fondapol.org/etude/allo-maman-bobo-1-lelectorat-urbain-de-la-gentrification-au-desenchantement/ et http://www.fondapol.org/etude/allo-maman-bobo-2-lelectorat-urbain-de-la-gentrification-au-desenchantement/).

L'abstention aux élections municipales de 2014 et 2020 (en %)



© Fondation pour l'innovation politique, juillet 2020

Entre 2014 et 2020, en pourcentage des électeurs inscrits, le bloc des gauches recule de 7,2 points au premier tour (passant de 23,89 % à 16,72 %) et de 8 points au second tour (de 25,60 % à 17,59 %). Mais le bloc des droites subit un recul plus sévère encore, en chutant de 14,7 points au premier tour (passant de 27,17 % en 2014 à 12,45 % en 2020) et de 16,2 points au second tour (de 28,63 % à 12,39 %).

Résultats du bloc des gauches, du bloc des droites et du bloc central aux élections municipales de 2014 et 2020 dans la France des métropoles (en % des électeurs inscrits)

Leaders de coalitions et listes autonomes	2014		2020	
	Premier tour	Second tour	Premier tour	Second tour
Bloc des gauches	23,89	25,60	16,72	17,59
Bloc des droites	27,17	28,63	12,45	12,39
Bloc central	0,33	0,00	6,07	3,96
Abstention	45,92	43,27	63,13	64,38

© Fondation pour l'innovation politique, juillet 2020

NB : Pour chaque tour, le total des trois blocs et de l'astention n'est pas égal à 100 car les données n'intègrent pas les résultats résiduels issus de listes n'appartenant à aucun de ces trois blocs.

Dans la France des métropoles, sur une population électorale de 5,6 millions d'inscrits en 2014 et de 5,7 millions en 2020, le bloc des gauches perd 383 532 suffrages au premier tour par rapport à 2014. Le bloc des droites en perd un peu plus du double (813 066). À l'exception du Havre, avec la liste menée par l'ancien Premier ministre Édouard Philippe et ici considérée comme une liste du centre, le bloc central ne remporte aucune ville de plus de 100 000 habitants en tant que leader de coalition ou sur une liste autonome. Cependant, l'existence de LREM, apparu après 2014, se manifeste dans l'augmentation du nombre de votes au premier tour en faveur du bloc central, passant de 18 355 électeurs en 2014 à 348 722 en 2020.

Nombre de voix au premier tour des élections municipales de 2014 et de 2020 dans la France des métropoles

Leaders de coalitions et listes autonomes	Premier tour 2014	Premier tour 2020	Différence 2014-2020	Évolution 2014-2020 en %
Bloc des gauches	1 343 108	959 576	– 383 532	– 28,56
Bloc des droites	1 527 839	714 773	– 813 066	– 53,22
Bloc central	18 355	348 722	+ 330 367	*
Électeurs inscrits	5 622 862	5 740 793	+ 117 931	+ 2,1
Abstentionnistes	2 582 011	3 624 195	+ 1 042 184	+ 71,2

© Fondation pour l'innovation politique, juillet 2020

* Cela n'aurait pas grand sens de calculer le taux d'évolution du bloc central puisque sa très forte progression entre les premiers tours de 2014 et de 2020 s'explique principalement par l'apparition de LREM, qui n'existait pas en 2014.

En 2020, LR et PS peinent à conserver leurs capacités de candidatures

Au premier tour de 2014, LR a mené des coalitions ou a présenté des listes autonomes dans 37 des 41 métropoles étudiées. Pour ce même scrutin, le PS a dirigé des coalitions ou a présenté des listes autonomes dans 40 métropoles. Au premier tour de 2020, leurs capacités de candidatures se sont affaiblies avec 30 listes pour LR (leaders de coalition ou listes autonomes) et 28 listes pour le PS (leaders de coalition ou listes autonomes). En 2020, cette difficulté à piloter des listes dans les villes de plus de 100 000 habitants s'accentue au second tour : dans les 35 villes où un second tour a eu lieu[17], le PS menait 20 listes, contre 34 en 2014, tandis que LR en dirigeait 20, contre 32 en 2014[18].

Avec l'apparition de LREM, le centre a accru sa capacité à présenter des listes autonomes ou des listes dont il dirige la coalition. En 2014, au premier tour, les partis composant le bloc central présentaient des listes autonomes ou des listes de coalition dont ils étaient leader dans 5 villes sur 41. Aucune d'entre elles n'était parvenue à passer au second tour. En 2020, des listes émanant de ce bloc central, principalement LREM, étaient présentes dans 33 villes, dont 15 ont participé au second tour. Au sein de la gauche, EELV a pris la tête d'un grand nombre de coalitions.

Nombre de listes présentées par les partis dans la France des métropoles

Leaders de coalitions et listes autonomes	2014		2020	
	Premier tour	Second tour	Premier tour	Second tour
FG/LFI	25	4	24	3
PS	40	34	28	20
EELV	16	2	33	12
MoDem	5	0	2	0
LREM	0	0	31	15
UMP/LR	37	32	30	20
FN/RN	37	23	33	6
Base	41 villes	37 villes*	41 villes	35 villes**

© Fondation pour l'innovation politique, juillet 2020

* Aux municipales de 2014, 4 villes de plus de 100 000 habitants (Bordeaux, Le Havre, Orléans et Toulon) ont été remportées au premier tour.

** Aux municipales de 2020, 6 villes de plus de 100 000 habitants (Angers, Boulogne-Billancourt, Caen, Montreuil, Reims et Toulon) ont été remportées au premier tour.

17. En 2020, des listes l'ont emporté dès le premier tour à Angers, Boulogne-Billancourt, Caen, Montreuil, Reims et Toulon.

18. À Dijon, Tours et Nancy, alors que l'UMP était leader de coalition au premier tour en 2014, LR s'est en 2020 allié à des listes de coalition menées par le parti Agir à Dijon et le Mouvement radical à Tours et Nancy. Au Havre, à Rouen et à Montreuil, alors que l'UMP était leader de coalition au premier tour en 2014, LR s'est en 2020 allié à des listes de coalitions menées par LREM. À Saint-Denis (93), une liste UMP-UDI était candidate en 2014 mais le match se jouait à gauche en 2020 avec, sur 9 listes, 7 listes de gauche, 1 liste LREM-MR-MoDem-UDI et 1 liste menée par un dissident de l'UDI. À Saint-Denis (La Réunion), l'UMP était présente avec une liste autonome au premier tour en 2014. En 2020, on ne compte pas de candidature LR, mais plusieurs listes « divers droite » et centristes. À Amiens, Brest et Rennes, il n'y a pas de candidatures UMP/LR sur liste autonome ou en leader de coalition au premier tour ni en 2014 ni en 2020. À Nîmes, l'UMP n'avait pas de liste en 2014 (Jean-Paul Fournier était candidat sous l'étiquette « divers droite » mais il est réélu maire en 2020 sous l'étiquette LR).

Un revers pour le Rassemblement national

Les élections municipales de 2020 montrent un RN à la peine dans la France des métropoles. L'élection de Louis Aliot à Perpignan ne peut dissimuler le recul général. Entre 2014 et 2020, le nombre des métropoles dans lesquelles le FN/RN se présente avec des listes autonomes ou en tant que leader de coalition a diminué, passant, entre 2014 et 2020, de 37 à 23 au premier tour. Au second tour, on relève un effondrement du nombre de villes de plus de 100 000 habitants où une liste du FN/RN est encore en lice : 23 en 2014, 6 en 2020.

Nombre de listes présentées par le FN/RN dans la France des métropoles

Leaders de coalitions et listes autonomes	2014		2020	
	Premier tour	Second tour	Premier tour	Second tour
FN/RN	37	23	23	6
Base	41 villes	37 villes*	41 villes	35 villes**

© Fondation pour l'innovation politique, juillet 2020

* Aux municipales de 2014, 4 villes de plus de 100 000 habitants (Bordeaux, Le Havre, Orléans et Toulon) ont été remportées au premier tour.

** Aux municipales de 2020, 6 villes de plus de 100 000 habitants (Angers, Boulogne-Billancourt, Caen, Montreuil, Reims et Toulon) ont été remportées au premier tour.

Le revers du RN se manifeste également à travers le nombre de suffrages obtenus : en 2014, au premier tour, 345 792 électeurs ont voté pour le Front National, contre 123 494 en 2020, soit un recul de 64,29 %, contre un recul de 28,56 % pour le bloc des gauches et de 50,95 % pour le bloc des droites (en excluant les populistes).

Nombre de voix pour le FN/RN au premier tour des municipales de 2014 et de 2020 dans la France des métropoles

Leaders de coalitions et listes autonomes	Premier tour 2014	Premier tour 2020	Différence 2014-2020	Évolution 2014-2020 en %
FN/RN	345 792	123 494	– 222 298	– 64,29
Électeurs inscrits	5 622 862	5 740 793	+ 117 931	–
Abstentionnistes	2 582 011	3 624 195	1 042 184	–

© Fondation pour l'innovation politique, juillet 2020

Performance du FN/RN aux élections municipales de 2014 et 2020 dans la France des métropoles

Leaders de coalitions et listes autonomes	2014		2020	
	Premier tour	Second tour	Premier tour	Second tour
En % d'électeurs inscrits	6,15	4,65	2,15	1,35
En % des suffrages exprimés	11,71	8,54	5,97	3,91

© Fondation pour l'innovation politique, juillet 2020

EN NOMBRE D'ÉLECTEURS, EELV RECULE AUSSI PAR RAPPORT À 2014

La prise en considération de l'abstention dans la France des métropoles fait apparaître une érosion du vote EELV (en coalition et en liste autonome). En nombre de voix, EELV passe de 491 141 votes favorables au premier tour 2014 à 348 474 au premier tour 2020, soit une baisse de 29,05 % et, au second tour, de 987 219 voix en 2014 à 750 169 voix en 2020, soit une baisse de 24,01 %.

Nombre de suffrages EELV au premier tour des élections municipales de 2014 et 2020 dans la France des métropoles

EELV	Premier tour 2014	Premier tour 2020	Différence 2014-2020	Évolution 2014-2020 en %
Leader de coalition, membre de coalition ou autonomes	491 141	348 474	– 142 667	– 29,05
Leader de coalition ou membre de coalition	368 868	300 441	– 68 427	– 18,55
Leader de coalition	36 413	257 712	+ 221 299	+ 607,75
Listes autonomes	122 273	48 033	– 74 240	– 60,72
Électeurs inscrits	5 622 862	5 740 793	117 931	+ 2,10
Abstentionnistes	2 582 011	3 624 195	1 042 184	+ 40,36

© Fondation pour l'innovation politique, juillet 2020

Nombre de suffrages EELV au second tour des élections municipales de 2014 et 2020 dans la France des métropoles

EELV	Second tour 2014	Second tour 2020	Différence 2014-2020	Évolution 2014-2020 en %
Leader de coalition, membre de coalition ou autonomes	987 219	750 169	– 237 050	– 24,01
Leader de coalition ou membre de coalition	987 219	744 330	– 242 889	– 24,60
Leader de coalition	24 681	229 500	+ 204 819	+ 829,87
Listes autonomes	0	5 839	+ 5 839	–
Électeurs inscrits	4 875 525	5 235 409	+ 359 884	+ 7,38
Abstentionnistes	2 108 499	3 370 485	+ 1 261 986	+ 59,85

© Fondation pour l'innovation politique, juillet 2020

En pourcentage des électeurs inscrits, entre 2014 et 2020, on enregistre pour EELV (en coalition et en liste autonome) une baisse des suffrages de 2,7 points au premier tour (de 8,73 % à 6,07 %) et de 5,9 points au second tour (de 20,26 % à 14,33 %). Dans la France des métropoles, EELV était leader de coalition au premier tour dans 4 villes en 2014 et dans 27 en 2020. Dans les 41 villes, dans cette configuration, EELV a obtenu 0,65 % des inscrits au premier tour en 2014 et 4,49 % en 2020. À l'inverse, au premier tour, EELV a présenté plus de listes autonomes en 2014 (12) qu'en 2020 (6). Dans ce cas, les résultats ont été plus élevés en 2014 (2,17 % des électeurs inscrits) qu'en 2020 (0,84 %).

Résultats d'EELV dans différentes configurations aux élections municipales de 2014 et 2020 dans l'ensemble des 41 métropoles (en % des électeurs inscrits)

EELV	2014		2020	
	Premier tour	Second tour	Premier tour	Second tour
Leader de coalition, membre de coalition et autonomes	8,73	20,26	6,07	14,33
Leader et membre de coalition	6,56	20,26	5,23	14,22
Leader de coalition	0,65	0,51	4,49	4,38
Listes autonomes	2,17	0,00	0,84	0,11
Abstention	45,92	43,27	63,13	64,38

© Fondation pour l'innovation politique, juillet 2020

Grille de lecture : Au premier tour des municipales de 2014, l'ensemble EELV (leader de coalition, membre de coalition et listes autonomes) obtient un score de 8,73 % des électeurs inscrits dans la France des métropoles. En prenant en considération uniquement le score des listes où EELV est leader d'une coalition, le parti écologique récolte 0,65 % des électeurs inscrits.

Résultats d'EELV dans différentes configurations aux élections municipales de 2014 et 2020 dans les métropoles concernées* (en % des électeurs inscrits)

EELV	2014		2020	
	Premier tour	Second tour	Premier tour	Second tour
Leader de coalition, membre de coalition et autonomes	8,94	23,53	6,18	15,60
Leader et membre de coalition	12,16	23,53	6,05	15,98
Leader de coalition	6,81	14,96	5,95	16,90
Listes autonomes	4,97	0,00	7,13	7,05
Abstention	45,92	43,27	63,13	64,38

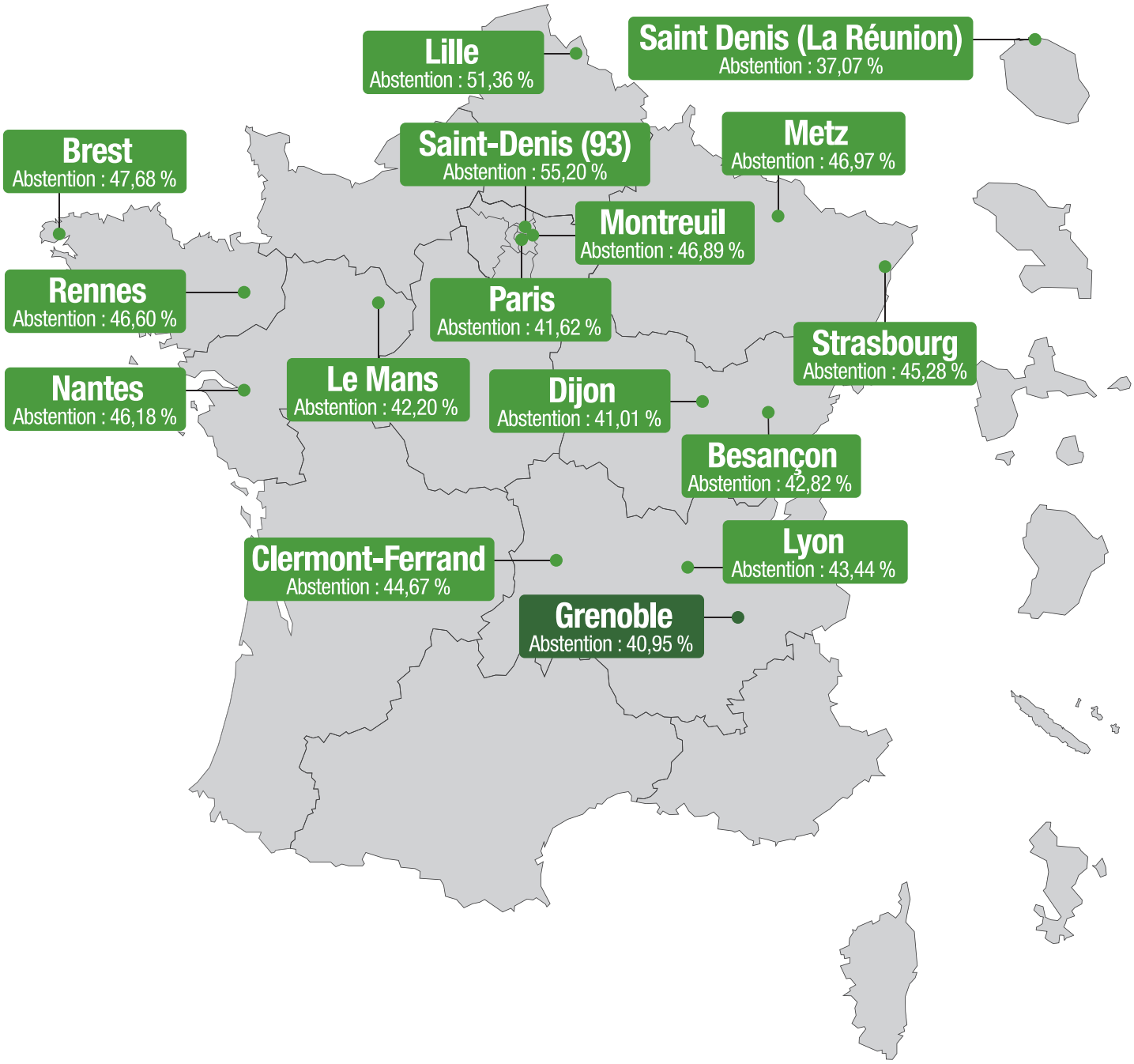
© Fondation pour l'innovation politique, juillet 2020

* Ces calculs ont été effectués sur une base d'inscrits constituée du total des électeurs inscrits dans les villes concernées par ces configurations.

Grille de lecture : Au premier tour des municipales de 2014, l'ensemble EELV (leader de coalition, membre de coalition et listes autonomes) obtient un score de 8,94 % des électeurs inscrits dans les villes où le parti a déposé des listes autonomes ou de coalition. En prenant en considération uniquement les villes où EELV est leader d'une coalition, le parti écologique récolte 6,81 % des électeurs inscrits.

VICTOIRES DE COALITIONS DONT EELV ÉTAIT LEADER OU MEMBRE AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES EN 2014 DANS LA FRANCE DES MÉTROPOLES

MOYENNE NATIONALE DE L'ABSTENTION AU SECOND TOUR : 37,87 %

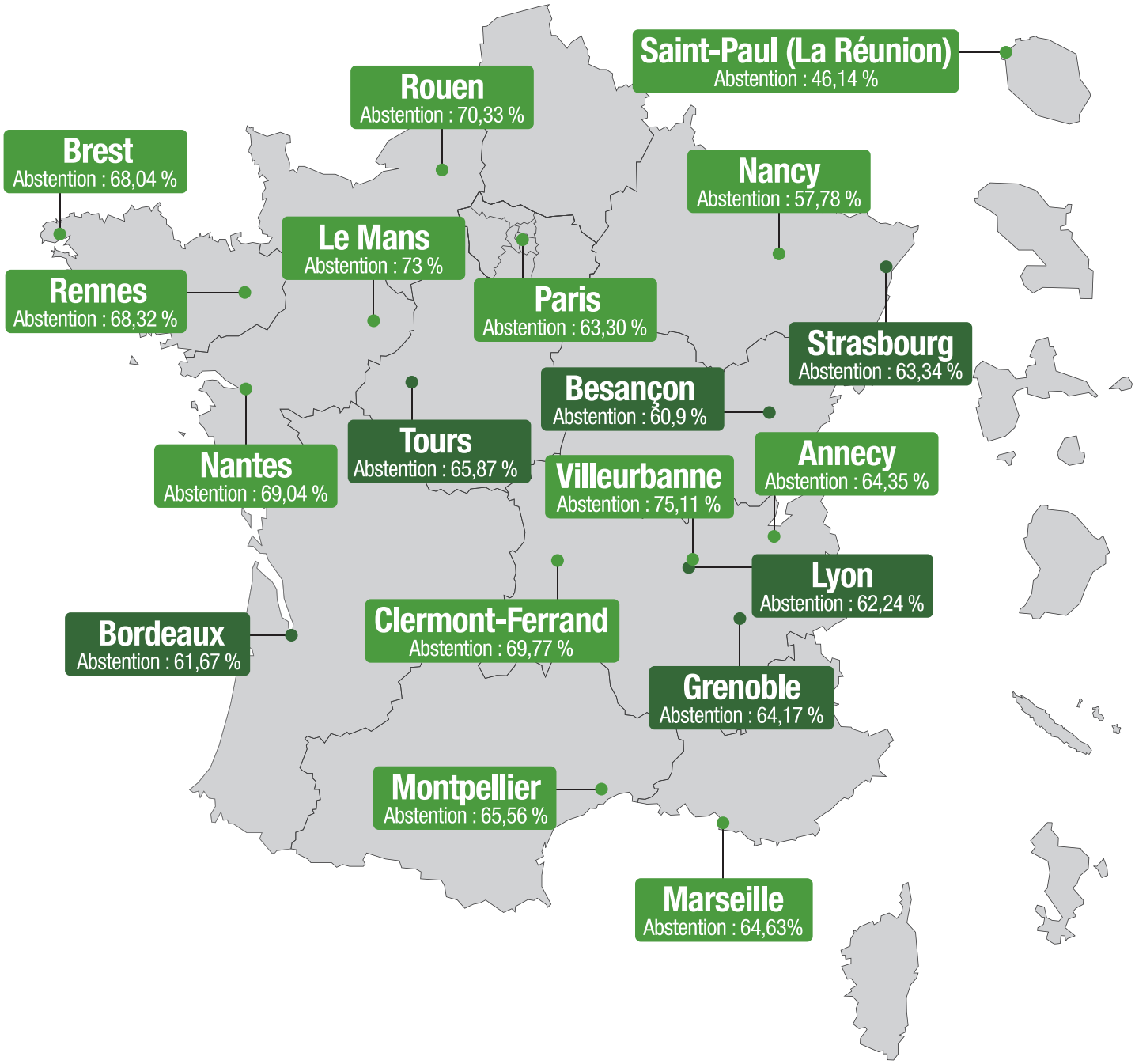


Victoire d'une coalition dont EELV est leader

Victoire d'une coalition dont EELV est membre

VICTOIRES DE COALITIONS DONT EELV ÉTAIT LEADER OU MEMBRE AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES EN 2020 DANS LA FRANCE DES MÉTROPOLES

MOYENNE NATIONALE DE L'ABSTENTION AU SECOND TOUR : 58,40 %



Regard sur le vote EELV dans 41 villes de plus de 100 000 habitants

Victoire d'une coalition dont EELV est leader

Victoire d'une coalition dont EELV est membre

EN 2020, EELV DOMINE LES COALITIONS DE GAUCHE DANS LA FRANCE DES MÉTROPOLES…

Au premier tour des élections municipales de 2014, dans les 41 villes de plus de 100 000 habitants, EELV a participé à 27 coalitions, dont 4 sous son leadership, et a présenté des listes autonomes dans 12 villes. Une majorité de ces coalitions (21) sont menées par le PS. En 2020, EELV a participé à 34 coalitions, dont 27 sous sa direction, et n'a présenté que 6 listes autonomes. Le PS ne mène qu'une seule des coalitions auxquelles EELV participe au premier tour en 2020.

Listes EELV au premier tour des élections municipales de 2014 et 2020 dans la France des métropoles

Premier tour 2014				Premier tour 2020			
Coalition		Listes autonomes	Pas de listes	Coalition		Listes autonomes	Pas de listes
Leader	*Membre*			*Leader*	*Membre*		
4	23	12	2	27	7	6	1

© Fondation pour l'innovation politique, juillet 2020

Cette évolution spectaculaire entre les scrutins de 2014 et de 2020 montre :

- la capacité de EELV à prendre la tête d'une liste de coalition de gauche malgré des forces électorales encore incertaines ;
- l'affaiblissement de la gauche de gouvernement, qui donne le sentiment de n'avoir désormais d'autre choix que de se ranger derrière des listes EELV afin de perdurer à l'échelle locale.

Performances de la gauche avec ou sans EELV dans la France des métropoles (en % des électeurs inscrits)

EELV	2014		2020	
	Premier tour	Second tour	Premier tour	Second tour
Bloc des gauches	23,89	25,60	16,72	17,59
Bloc des gauches sans les coalitions avec EELV ou les listes autonomes EELV	15,15	6,09	10,65	3,26
Bloc des gauches sans les coalitions où EELV est leader	23,24	25,09	12,23	13,21
Bloc des gauches sans les listes autonomes EELV	21,71	25,60	15,88	17,48

© Fondation pour l'innovation politique, juillet 2020

Grille de lecture : Au premier tour des municipales de 2014, le bloc des gauches obtient un score de 23,89 % des électeurs inscrits ; le bloc des gauches, si l'on ne prend pas en compte les résultats des coalitions avec EELV ou des listes autonomes EELV, obtient un score de 15,15 % des électeurs inscrits ; le bloc des gauches, si l'on ne prend pas en compte les résultats des coalitions où EELV est leader, obtient un score de 23,24 % des électeurs inscrits ; le bloc des gauches, si l'on ne prend pas en compte les résultats des listes autonomes EELV, obtient un score de 21,71 % des électeurs inscrits.

… MAIS EELV N'EMPORTE QUE 6 MAIRIES DANS LES VILLES DE PLUS DE 100 000 HABITANTS

En 2020, EELV a remporté 6 villes (Besançon, Bordeaux, Grenoble, Lyon, Strasbourg et Tours) en tant que leader d'une coalition. Certains ont compté Marseille dans ces villes remportées, mais c'est un cas spécifique : Michèle Rubirola, conseillère départementale EELV des Bouches-du-Rhône et militante historique des Verts, est à la genèse de la liste d'union de la gauche, le « Printemps marseillais ». En octobre 2019, EELV avait fait le choix de mener une liste autonome et de ne pas rejoindre ce mouvement. Michèle Rubirola avait alors décidé de continuer au sein du « Printemps marseillais » et avait été suspendue par son parti[19]. Au second tour, les écologistes de EELV ont rejoint le « Printemps marseillais ». Le 4 juillet, Michèle Rubirola a été élue maire de Marseille. Cette victoire est ici comptabilisée comme la victoire d'une coalition de gauche à laquelle a participé EELV à partir du second tour sans en être tête de liste.

Dans 11 métropoles (Annecy[20], Brest, Le Mans, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Paris, Rennes, Rouen, Saint-Étienne), EELV, après avoir mené une coalition au premier tour, a fusionné et intégré au second tour une plus large coalition de gauche mais sans la conduire. À l'exception de Saint-Étienne, ces villes ont vu la coalition gauche-Verts l'emporter. La mairie de Villeurbanne a également été remportée par une coalition menée par un autre parti de gauche, après un premier tour avec une liste EELV autonome.

En 2020, à Amiens, Argenteuil, Clermont-Ferrand, Nice, Nîmes, Saint-Denis (93) et Saint-Paul (La Réunion), EELV a intégré dès le premier tour des coalitions de gauche mais sans en prendre le leadership. Clermont-Ferrand est la seule ville où une union de la gauche menée par le PS a eu lieu dès le premier tour en 2020. En 2014, cette configuration concernait 21 villes : Amiens, Angers, Besançon, Bordeaux, Boulogne-Billancourt, Brest, Clermont-Ferrand, Dijon, Le Havre, Le Mans, Limoges, Marseille, Metz, Montpellier, Mulhouse, Nancy, Nice, Orléans, Reims, Saint-Denis (La Réunion) et Toulon.

CONCLUSION

La véritable question soulevée par les résultats des élections municipales de 2020 n'est pas celle de la « vague verte », mais bien celle d'un effondrement du civisme électoral. Certainement liée à la crise sanitaire du Covid-19, l'explosion de l'abstention ne s'y limite cependant pas, comme en témoignent les taux relevés pour la dernière élection présidentielle et les dernières élections législatives. L'échec de la participation en 2020 peut fragiliser les exécutifs municipaux et il est, à n'en pas douter, le signe supplémentaire et particulièrement préoccupant de la crise démocratique française.

19. Voir Philippe Faner, « Marseille : EELV tire un trait sur le rapprochement à gauche », *La Provence*, 6 octobre 2019.

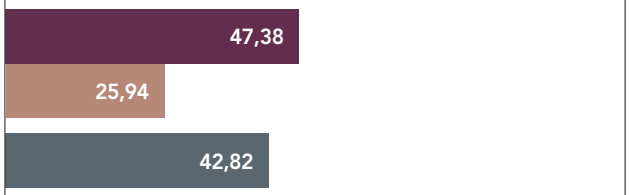
20. Rappelons ici que nous n'avons pas inclus la ville d'Annecy dans cette analyse car, à la suite d'une fusion intercommunale en 2017, le nombre d'habitants y a significativement augmenté, ne permettant pas une comparaison entre les scrutins de 2014 et 2020. Le nouveau maire d'Annecy, François Astorg était à la tête d'une coalition écologiste mais n'avait pas l'étiquette EELV. Cette victoire est donc considérée ici comme la victoire d'une coalition dont EELV est membre, mais pas leader.

Évolution des résultats de EELV aux élections municipales entre 2014 et 2020 dans les 6 mairies remportées par EELV dans la France des métropoles en 2020

BESANÇON

2014

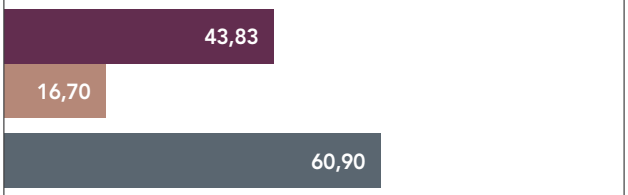
Coalition PS-PCF-EELV
Second tour
(en %)



Nombre de voix : **17 943**

2020

Coalition EELV-PS-PCF-G·s-PRG-PP-LRC-Cap21
Second tour
(en %)



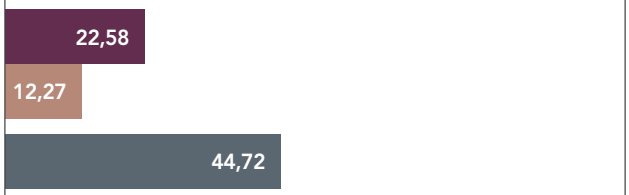
Nombre de voix : **11 145**

Pourcentage des suffrages exprimés | Pourcentage des électeurs inscrits | Pourcentage d'abstention

BORDEAUX*

2014

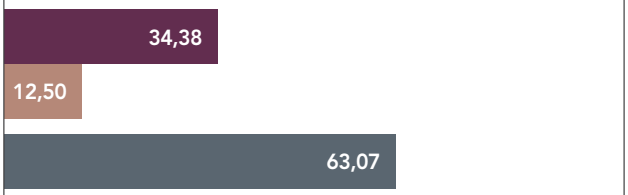
Coalition PS-EELV
Premier tour
(en %)



Nombre de voix : **17 224**

2020

Coalition EELV-PS-PCF-PRG-G·s-ND-PP
Premier tour
(en %)



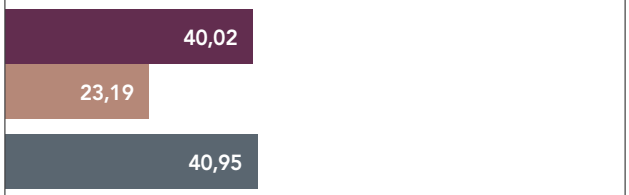
Nombre de voix : **18 894**

Pourcentage des suffrages exprimés | Pourcentage des électeurs inscrits | Pourcentage d'abstention

GRENOBLE

2014

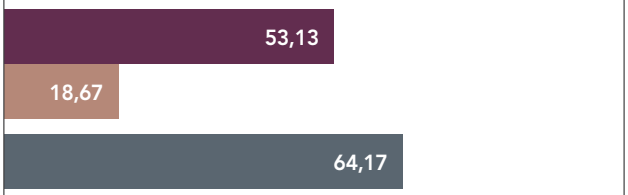
Coalition EELV-PG-Les Alternatifs-GA-ADES-Réseau Citoyen
Second tour (en %)



Nombre de voix : **19 677**

2020

Coalition EELV-LFI-PCF-AEI-E!-GÉ-G.s-ND-PA-PP-PS diss.-ADES-RC
Second tour (en %)



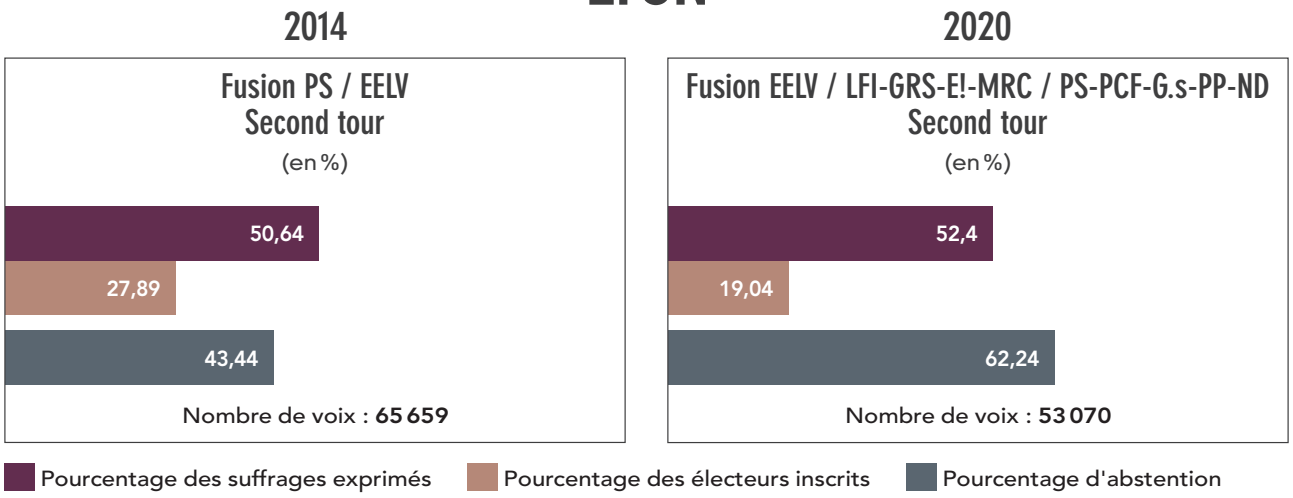
Nombre de voix : **16 169**

Pourcentage des suffrages exprimés | Pourcentage des électeurs inscrits | Pourcentage d'abstention

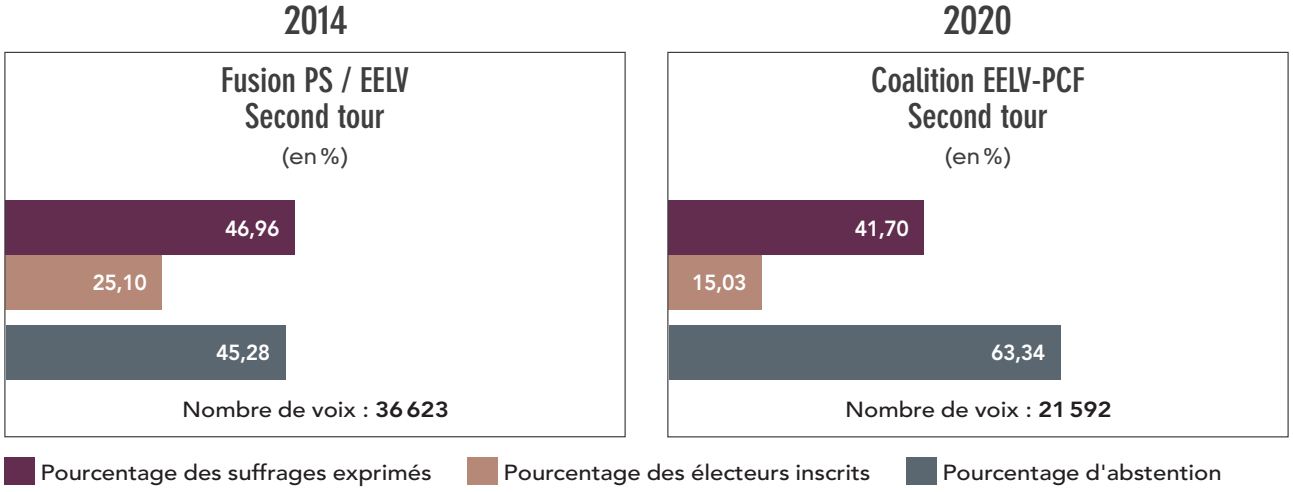
* À Bordeaux, en 2014, Alain Juppé, à la tête d'une coalition UMP-UDI-MoDem, a remporté les élections dès le premier tour avec 60,94 % des suffrages exprimés. Afin de pouvoir comparer 2014 et 2020, nous présentons ici les résultats du premier tour de 2014 et du premier tour de 2020.

Évolution des résultats de EELV aux élections municipales entre 2014 et 2020 dans les 6 mairies remportées par EELV dans la France des métropoles en 2020

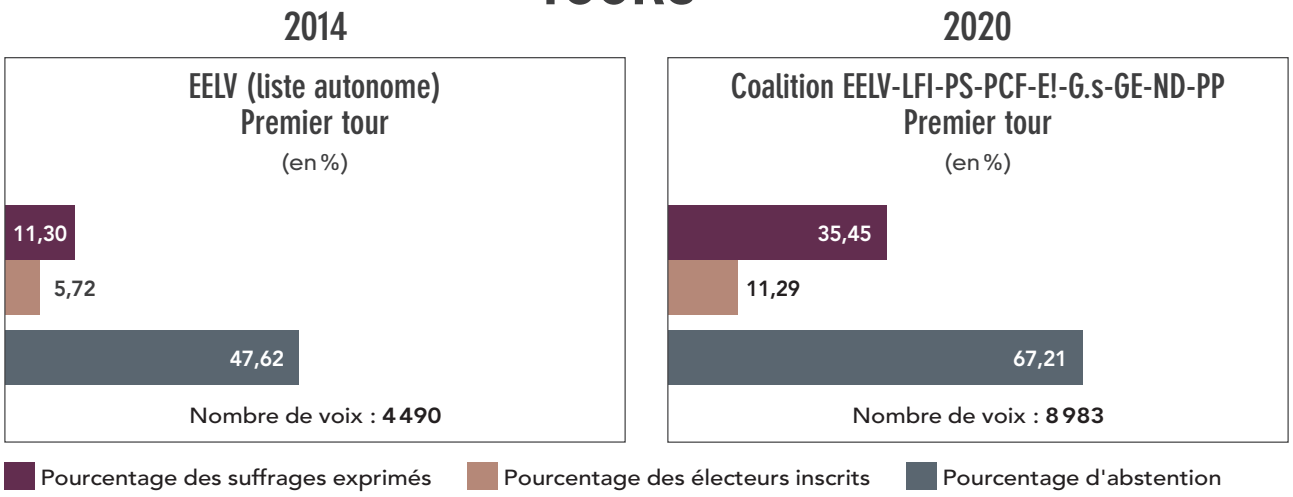
LYON



STRASBOURG



TOURS**

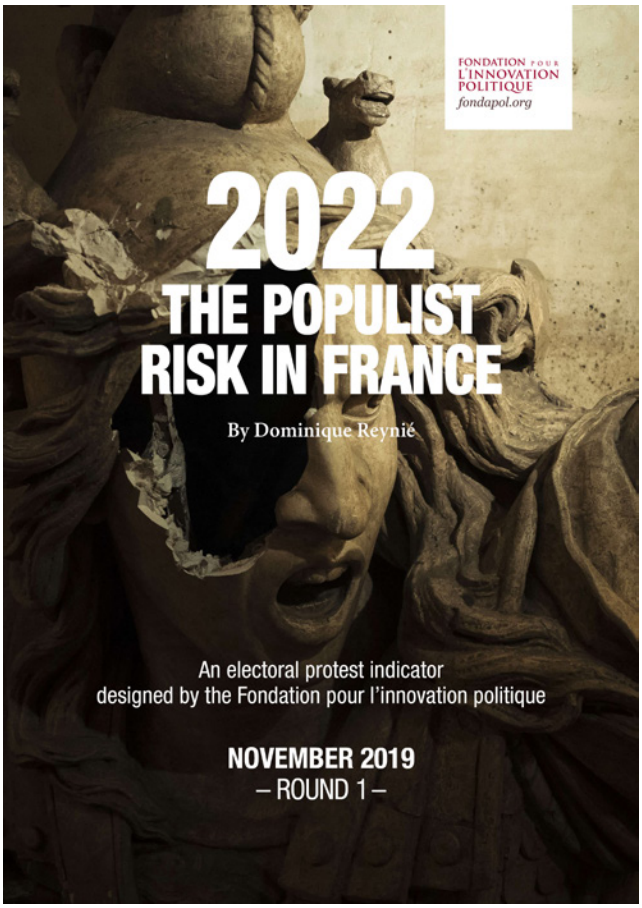


** À Tours, en 2014, EELV, avec un résultat de 11,30 % des suffrages exprimés, n'est pas passé au second tour des élections municipales. Afin de pouvoir comparer 2014 et 2020, nous présentons là aussi les résultats du premier tour de 2014 et du premier tour de 2020.

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
fondapol.org
2019
European Elections
The weight of the electorates compared to the electoral weight of the parliamentary groups
Guillemette Lano
Raphaël Grelon
With the assistance of Victor Delage and Dominique Reynié
July 2019

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
fondapol.org
Élections européennes 2019
Le poids des électorats comparé au poids électoral des groupes parlementaires
Guillemette Lano
Raphaël Grelon
Avec le concours de Victor Delage et Dominique Reynié
Juillet 2019

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
fondapol.org
2022
LE RISQUE POPULISTE EN FRANCE
Par Dominique Reynié
Un indicateur de la protestation électorale
conçu par la Fondation pour l'innovation politique
OCTOBRE 2019
– VAGUE 1 –


FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
fondapol.org
2022
THE POPULIST RISK IN FRANCE
By Dominique Reynié
An electoral protest indicator
designed by the Fondation pour l'innovation politique
NOVEMBER 2019
– ROUND 1 –

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
fondapol.org
DÉMOCRATIES SOUS TENSION
UNE ENQUÊTE PLANÉTAIRE
SOUS LA DIRECTION DE DOMINIQUE REYNIÉ
VOLUME I
LES ENJEUX
VOLUME II
LES PAYS

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
fondapol.org
DÉMOCRATIES SOUS TENSION
UNE ENQUÊTE PLANÉTAIRE
SOUS LA DIRECTION DE DOMINIQUE REYNIÉ
VOLUME I
LES ENJEUX

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
fondapol.org
DÉMOCRATIES SOUS TENSION
UNE ENQUÊTE PLANÉTAIRE
SOUS LA DIRECTION DE DOMINIQUE REYNIÉ
VOLUME II
LES PAYS

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
fondapol.org
DEMOCRACIES UNDER PRESSURE
A GLOBAL SURVEY
EDITED BY DOMINIQUE REYNIÉ
VOLUME I
THE ISSUES
VOLUME II
THE COUNTRIES

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
fondapol.org
DEMOCRACIES UNDER PRESSURE
A GLOBAL SURVEY
EDITED BY DOMINIQUE REYNIÉ
VOLUME I
THE ISSUES

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
fondapol.org
DEMOCRACIES UNDER PRESSURE
A GLOBAL SURVEY
EDITED BY DOMINIQUE REYNIÉ
VOLUME II
THE COUNTRIES

república do amanhã
FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
fondapol.org
DEMOCRACIAS SOB TENSÃO
UM ESTUDO PLANETÁRIO
DIRIGIDO POR DOMINIQUE REYNIÉ
VOLUME I
OS DESAFIOS
VOLUME II
OS PAÍSES

república do amanhã
FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
fondapol.org
DEMOCRACIAS SOB TENSÃO
UM ESTUDO PLANETÁRIO
SOB A DIREÇÃO DE DOMINIQUE REYNIÉ
VOLUME 1
OS DESAFIOS

república do amanhã
FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
fondapol.org
DEMOCRACIAS SOB TENSÃO
UM ESTUDO PLANETÁRIO
SOB A DIREÇÃO DE DOMINIQUE REYNIÉ
VOLUME 2
OS PAÍSES

NOS PUBLICATIONS

Innovation politique 2019 (tome 2)
Fondation pour l'innovation politique, juin 2020, 412 pages

Innovation politique 2019 (tome 1)
Fondation pour l'innovation politique, juin 2020, 400 pages

Covid-19 – États-unis, Chine, Russie, les grandes puissances inquiètent l'opinion
Victor Delage, juin 2020, 16 pages (disponible en anglais, arabe, chinois et portugais)

De la distanciation sociale à la distanciation intime
Anne Muxel, juin 2020, 48 pages

Covid-19 : Cartographie des émotions en France
Madeleine Hamel, mai 2020, 17 pages (disponible en anglais)

Après le Covid-19, le transport aérien en Europe : le temps de la décision
Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, mai 2020, 64 pages (disponible en anglais)

Avant le Covid-19, le transport aérien en Europe : un secteur déjà fragilisé
Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, mai 2020, 56 pages (disponible en anglais)

Ne gaspillons pas une crise
Josef Konvitz, avril 2020, 48 pages (disponible en anglais)

Retraites : leçons des réformes suédoises
Kristoffer Lundberg, avril 2020, 64 pages (disponible en anglais)

Retraites : leçons des réformes belges
Frank Vandenbroucke, février 2020, 64 pages

Les biotechnologies en Chine : un état des lieux
Aifang Ma, février 2020, 68 pages (disponible en anglais)

Radiographie de l'antisémitisme en France
AJC Paris et Fondation pour l'innovation politique, janvier 2020, 32 pages (disponible en anglais)

OGM et produits d'édition du génome : enjeux réglementaires et géopolitiques
Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 60 pages (disponible en anglais)

Des outils de modification du génome au service de la santé humaine et animale
Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 56 pages

Des plantes biotech au service de la santé du végétal et de l'environnement
Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 56 pages

Le soldat augmenté : regards croisés sur l'augmentation des performances du soldat
CREC Saint-Cyr et la Fondation pour l'innovation politique, décembre 2019, 128 pages

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (3) Défendre l'économie européenne par la politique commerciale
Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 76 pages (disponible en anglais)

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (2) Les pratiques anticoncurrentielles étrangères
Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 64 pages (disponible en anglais)

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (1) Politique de concurrence et industrie européenne
Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 60 pages (disponible en anglais)

Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2019
Fondation pour l'innovation politique, novembre 2019, 80 pages (disponible en anglais)

Vers des prix personnalisés à l'heure du numérique ?
Emmanuel Combe, octobre 2019, 68 pages (disponible en anglais)

2022 le risque populiste en France
Un indicateur de la protestation électorale
Dominique Reynié, octobre 2019, 44 pages (disponible en anglais)

La cour européenne des droits de l'homme, protectrice critiquée des « libertés invisibles »
Jean-Luc Sauron, octobre 2019, 72 pages

1939, l'alliance soviéto-nazie : aux origines de la fracture européenne
Stéphane Courtois, septembre 2019, 76 pages

Saxe et Brandebourg. Percée de l'AfD aux élections régionales du 1er septembre 2019
Patrick Moreau, septembre 2019, 46 pages

Campements de migrants sans-abri : comparaisons européennes et recommandations
Julien Damon, septembre 2019, 68 pages

Vox, la fin de l'exception espagnole
Astrid Barrio, août 2019, 56 pages

Élections européennes 2019. Le poids des électorats comparé au poids électoral des groupes parlementaires
Raphaël Grelon et Guillemette Lano. Avec le concours de Victor Delage et Dominique Reynié, juillet 2019, 22 pages (disponible en anglais)

Allô maman bobo (2). L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement
Nelly Garnier, juillet 2019, 64 pages

Allô maman bobo (1). L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement
Nelly Garnier, juillet 2019, 68 pages

L'affaire Séralini. L'impasse d'une science militante
Marcel Kuntz, juin 2019, 60 pages (disponible en anglais)

Démocraties sous tension
Sous la direction de Dominique Reynié, mai 2019, volume I, Les enjeux, 156 pages ; volume II, Les pays, 120 pages
Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute (disponible en anglais et en portugais)

La longue gouvernance de Poutine
Michel Eltchaninoff, mai 2019, 52 pages

Politique du handicap : pour une société inclusive
Sophie Cluzel, avril 2019, 44 pages

Ferroviaire : ouverture à la concurrence, une chance pour la SNCF
David Valence et François Bouchard, mars 2019, 64 pages

Un an de populisme italien
Alberto Toscano, mars 2019, 56 pages

Une mosquée mixte pour un islam spirituel et progressiste
Eva Janadin et Anne-Sophie Monsinay, février 2019, 72 pages (disponible en anglais et en arabe)

Une civilisation électrique (2). Vers le réenchantement
Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 56 pages

Une civilisation électrique (1). Un siècle de transformations
Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 56 pages

Prix de l'électricité : entre marché, régulation et subvention
Jacques Percebois, février 2019, 64 pages

Vers une société post-carbone
Patrice Geoffron, février 2019, 60 pages

Énergie-climat en Europe : pour une excellence écologique
Emmanuel Tuchscherer, février 2019, 48 pages

Innovation politique 2018 (tome 2)
Fondation pour l'innovation politique, janvier 2019, 544 pages

Innovation politique 2018 (tome 1)
Fondation pour l'innovation politique, janvier 2019, 472 pages

L'opinion européenne en 2018
Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, janvier 2019, 176 pages

La contestation animaliste radicale
Eddy Fougier, janvier 2019, 56 pages

Le numérique au secours de la santé
Serge Soudoplatoff, janvier 2019, 60 pages

Le nouveau pouvoir français et la coopération franco-japonaise
Fondation pour l'innovation politique, décembre 2018, 204 pages (disponible en japonais)

Les apports du christianisme à l'unité de l'Europe
Jean-Dominique Durand, décembre 2018, 52 pages

La crise orthodoxe (2). Les convulsions, du XIXe siècle à nos jours
Jean-François Colosimo, décembre 2018, 52 pages

La crise orthodoxe (1). Les fondations, des origines au XIXe siècle
Jean-François Colosimo, décembre 2018, 52 pages

La France et les chrétiens d'Orient, dernière chance
Jean-François Colosimo, décembre 2018, 56 pages

Le christianisme et la modernité européenne (2). Comprendre le retour de l'institution religieuse
Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 52 pages

Le christianisme et la modernité européenne (1). Récuser le déni
Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 52 pages

Commerce illicite de cigarettes : les cas de Barbès-La Chapelle, Saint-Denis et Aubervilliers-Quatre-Chemins
Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, novembre 2018, 84 pages

L'avenir de l'hydroélectricité
Jean-Pierre Corniou, novembre 2018, 64 pages

Retraites : Leçons des réformes italiennes
Michel Martone, novembre 2018, 48 pages (disponible en italien)

Les géants du numérique (2) : un frein à l'innovation ?
Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 84 pages (disponible en anglais)

Les géants du numérique (1) : magnats de la finance
Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 80 pages (disponible en anglais)

L'intelligence artificielle en Chine : un état des lieux
Aifang Ma, novembre 2018, 60 pages

Alternative für Deutschland : établissement électoral
Patrick Moreau, octobre 2018, 72 pages

Les Français jugent leur système de retraite
Fondation pour l'innovation politique, octobre 2018, 28 pages

Migrations : la France singulière
Didier Leschi, octobre 2018, 56 pages

La révision constitutionnelle de 2008 : un premier bilan
Hugues Hourdin, octobre 2018, 52 pages
Préface d'Édouard Balladur et de Jack Lang

Les Français face à la crise démocratique : Immigration, populisme, Trump, Europe…
AJC Europe et la Fondation pour l'innovation politique, septembre 2018, 72 pages (disponible en anglais)

Les « Démocrates de Suède » : un vote anti-immigration
Johan Martinsson, septembre 2018, 64 pages (disponible en anglais)

Les Suédois et l'immigration (2) : fin du consensus ?
Tino Sanandaji, septembre 2018, 56 pages (disponible en anglais)

Les Suédois et l'immigration (1) : fin de l'homogénéité ?
Tino Sanandaji, septembre 2018, 56 pages (disponible en anglais)

Éthiques de l'immigration
Jean-Philippe Vincent, juin 2018, 56 pages

Les addictions chez les jeunes (14-24 ans)
Fondation pour l'innovation politique, juin 2018, 56 pages
Enquête réalisée en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri et le Fonds Actions Addictions

Villes et voitures : pour une réconciliation
Jean Coldefy, juin 2018, 60 pages

France : combattre la pauvreté des enfants
Julien Damon, mai 2018, 48 pages

Que pèsent les syndicats ?
Dominique Andolfatto, avril 2018, 56 pages

L'élan de la francophonie : pour une ambition française (2)
Benjamin Boutin, mars 2018, 48 pages

L'élan de la francophonie : une communauté de langue et de destin (1)
Benjamin Boutin, mars 2018, 48 pages

L'Italie aux urnes
Sofia Ventura, février 2018, 44 pages

L'intelligence artificielle : l'expertise partout accessible à tous
Serge Soudoplatoff, février 2018, 60 pages

L'innovation à l'ère du bien commun
Benjamin Boscher, Xavier Pavie, février 2018, 64 pages

Libérer l'islam de l'islamisme
Mohamed Louizi, janvier 2018, 84 pages

Gouverner le religieux dans un état laïc
Thierry Rambaud, janvier 2018, 56 pages

Innovation politique 2017 (tome 2)
Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 492 pages

Innovation politique 2017 (tome 1)
Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 468 pages

Une « norme intelligente » au service de la réforme
Victor Fabre, Mathieu Kohmann, Mathieu Luinaud, décembre 2017, 44 pages

Autriche : virage à droite
Patrick Moreau, novembre 2017, 52 pages

Pour repenser le bac, réformons le lycée et l'apprentissage
Faÿçal Hafied, novembre 2017, 76 pages

Où va la démocratie ?
Sous la direction de Dominique Reynié, Plon, octobre 2017, 320 pages (disponible en anglais)

Violence antisémite en Europe 2005-2015
Johannes Due Enstad, septembre 2017, 48 pages

Pour l'emploi : la subrogation du crédit d'impôt des services à la personne
Bruno Despujol, Olivier Peraldi et Dominique Reynié, septembre 2017, 52 pages

Marché du travail : pour la réforme !
Faÿçal Hafied, juillet 2017, 64 pages

Le fact-checking : une réponse à la crise de l'information et de la démocratie
Farid Gueham, juillet 2017, 68 pages

Notre-Dame- des-Landes : l'État, le droit et la démocratie empêchés
Bruno Hug de Larauze, mai 2017, 56 pages

France : les juifs vus par les musulmans. Entre stéréotypes et méconnaissances
Mehdi Ghouirgate, Iannis Roder et Dominique Schnapper, mai 2017, 44 pages

Dette publique : la mesurer, la réduire
Jean-Marc Daniel, avril 2017, 52 pages

Parfaire le paritarisme par l'indépendance financière
Julien Damon, avril 2017, 52 pages

Former, de plus en plus, de mieux en mieux. L'enjeu de la formation professionnelle
Olivier Faron, avril 2017, 48 pages

Les troubles du monde, l'islamisme et sa récupération populiste : l'Europe démocratique menacée
Pierre-Adrien Hanania, AJC, Fondapol, mars 2017, 44 pages

Porno addiction : nouvel enjeu de société
David Reynié, mars 2017, 48 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (2)
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 72 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (1)
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 56 pages

L'actif épargne logement
Pierre-François Gouiffès, février 2017, 48 pages

Réformer : quel discours pour convaincre ?
Christophe de Voogd, février 2017, 52 pages

De l'assurance maladie à l'assurance santé
Patrick Negaret, février 2017, 48 pages

Hôpital : libérer l'innovation
Christophe Marques et Nicolas Bouzou, février 2017, 44 pages

Le Front national face à l'obstacle du second tour
Jérôme Jaffré, février 2017, 48 pages

La République des entrepreneurs
Vincent Lorphelin, janvier 2017, 52 pages

Des startups d'État à l'État plateforme
Pierre Pezziardi et Henri Verdier, janvier 2017, 52 pages

Vers la souveraineté numérique
Farid Gueham, janvier 2017, 44 pages (disponible en anglais)

Repenser notre politique commerciale
Laurence Daziano, janvier 2017, 48 pages

Mesures de la pauvreté, mesures contre la pauvreté
Julien Damon, décembre 2016, 40 pages

L' Autriche des populistes
Patrick Moreau, novembre 2016, 72 pages

L'Europe face aux défis du pétro-solaire
Albert Bressand, novembre 2016, 52 pages

Le Front national en campagnes. Les agriculteurs et le vote FN
Eddy Fougier et Jérôme Fourquet, octobre 2016, 52 pages

Innovation politique 2016
Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2016, 758 pages

Le nouveau monde de l'automobile (2) : les promesses de la mobilité électrique
Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 68 pages

Le nouveau monde de l'automobile (1) : l'impasse du moteur à explosion
Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 48 pages

L'opinion européenne en 2016
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2016, 224 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XXe siècle)
Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XIXe siècle)
Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages

Refonder l'audiovisuel public.
Olivier Babeau, septembre 2016, 48 pages

La concurrence au défi du numérique
Charles-Antoine Schwerer, juillet 2016, 48 pages

Portrait des musulmans d'Europe : unité dans la diversité
Vincent Tournier, juin 2016, 68 pages (disponible en anglais)

Portrait des musulmans de France : une communauté plurielle
Nadia Henni-Moulaï, juin 2016, 48 pages (disponible en anglais)

La blockchain, ou la confiance distribuée
Yves Caseau et Serge Soudoplatoff, juin 2016, 48 pages (disponible en anglais)

La gauche radicale : liens, lieux et luttes (2012-2017)
Sylvain Boulouque, mai 2016, 56 pages

Gouverner pour réformer : éléments de méthode
Erwan Le Noan et Matthieu Montjotin, mai 2016, 64 pages

Les zadistes (2) : la tentation de la violence
Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages

Les zadistes (1) : un nouvel anticapitalisme
Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages

Régionales (2) : les partis, contestés mais pas concurrencés
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 52 pages

Régionales (1) : vote FN et attentats
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 60 pages

Un droit pour l'innovation et la croissance
Sophie Vermeille, Mathieu Kohmann et Mathieu Luinaud, février 2016, 52 pages

Le lobbying : outil démocratique
Anthony Escurat, février 2016, 44 pages

Valeurs d'islam
Dominique Reynié (dir.), préface par le cheikh Khaled Bentounès, PUF,
janvier 2016, 432 pages (les onze études constituant cette série sont toutes disponibles en arabe)

Chiites et sunnites : paix impossible ?
Mathieu Terrier, janvier 2016, 44 pages (disponible en anglais)

Projet d'entreprise : renouveler le capitalisme
Daniel Hurstel, décembre 2015, 44 pages (disponible en anglais)

Le mutualisme : répondre aux défis assurantiels
Arnaud Chneiweiss et Stéphane Tisserand, novembre 2015, 44 pages

L'opinion européenne en 2015
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, novembre 2015, 140 pages

La noopolitique : le pouvoir de la connaissance
Idriss J. Aberkane, novembre 2015, 52 pages (disponible en anglais et en coréen)

Innovation politique 2015
Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2015, 576 pages

Good COP21, Bad COP21 (2) : une réflexion à contre-courant
Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages

Good COP21, Bad COP21 (1) : le Kant européen et le Machiavel chinois
Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages

PME : nouveaux modes de financement
Mohamed Abdesslam et Benjamin Le Pendeven, octobre 2015, 44 pages

Vive l'automobilisme ! (2). Pourquoi il faut défendre la route
Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuil, octobre 2015, 44 pages

Vive l'automobilisme ! (1). Les conditions d'une mobilité conviviale
Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuil, octobre 2015, 40 pages

Crise de la conscience arabo-musulmane
Malik Bezouh, septembre 2015, 40 pages

Départementales de mars 2015 (3) : le second tour
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

Départementales de mars 2015 (2) : le premier tour
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

Départementales de mars 2015 (1) : le contexte
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 44 pages

Enseignement supérieur : les limites de la « mastérisation »
Julien Gonzalez, juillet 2015, 44 pages

Politique économique : l'enjeu franco-allemand
Wolfgang Glomb et Henry d'Arcole, juin 2015, 36 pages

Les lois de la primaire. Celles d'hier, celles de demain.
François Bazin, juin 2015, 48 pages

Économie de la connaissance
Idriss J. Aberkane, mai 2015, 48 pages (disponbible en anglais, en chinois et en coréen)

Lutter contre les vols et cambriolages : une approche économique
Emmanuel Combe et Sébastien Daziano, mai 2015, 56 pages

Unir pour agir : un programme pour la croissance
Alain Madelin, mai 2015, 52 pages

Nouvelle entreprise et valeur humaine
Francis Mer, avril 2015, 32 pages

Les transports et le financement de la mobilité
Yves Crozet, avril 2015, 32 pages

Numérique et mobilité : impacts et synergies
Jean Coldefy, avril 2015, 36 pages

Islam et démocratie : face à la modernité
Mohamed Beddy Ebnou, mars 2015, 40 pages

Islam et démocratie : les fondements
Aḥmad Al-Raysuni, mars 2015, 40 pages

Les femmes et l'islam : une vision réformiste
Asma Lamrabet, mars 2015, 48 pages

Éducation et islam
Mustapha Cherif, mars 2015, 44 pages

Que nous disent les élections législatives partielles depuis 2012 ?
Dominique Reynié, février 2015, 4 pages

L'islam et les valeurs de la République
Saad Khiari, février 2015, 44 pages

Islam et contrat social
Philippe Moulinet, février 2015, 44 pages

Le soufisme : spiritualité et citoyenneté
Bariza Khiari, février 2015, 56 pages

L'humanisme et l'humanité en islam
Ahmed Bouyerdene, février 2015, 56 pages

Éradiquer l'hépatite C en France : quelles stratégies publiques ?
Nicolas Bouzou et Christophe Marques, janvier 2015, 40 pages

Coran, clés de lecture
Tareq Oubrou, janvier 2015, 44 pages

Le pluralisme religieux en islam, ou la conscience de l'altérité
Éric Geoffroy, janvier 2015, 40 pages

Mémoires à venir
Dominique Reynié, janvier 2015, 156 pages
Enquête réalisée en partenariat avec la Fondation pour la Mémoire de la Shoah (disponible en anglais)

La classe moyenne américaine en voie d'effritement
Julien Damon, décembre 2014, 40 pages

Pour une complémentaire éducation : l'école des classes moyennes
Erwan Le Noan et Dominique Reynié, novembre 2014, 56 pages

L'antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux éclairages
Dominique Reynié, novembre 2014, 48 pages (disponible en anglais)

La politique de concurrence : un atout pour notre industrie
Emmanuel Combe, novembre 2014, 48 pages

Européennes 2014 (2) : poussée du FN, recul de l'UMP et vote breton
Jérôme Fourquet, octobre 2014, 52 pages

Européennes 2014 (1) : la gauche en miettes
Jérôme Fourquet, octobre 2014, 40 pages

Innovation politique 2014
Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2014, 554 pages

Énergie-climat : pour une politique efficace
Albert Bressand, septembre 2014, 56 pages

L'urbanisation du monde. Une chance pour la France
Laurence Daziano, juillet 2014, 44 pages

Que peut-on demander à la politique monétaire ?
Pascal Salin, mai 2014, 48 pages

Le changement, c'est tout le temps ! 1514 – 2014
Suzanne Baverez et Jean Sénié, mai 2014, 48 pages

Trop d'émigrés ? Regards sur ceux qui partent de France
Julien Gonzalez, mai 2014, 48 pages

L'opinion européenne en 2014
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, avril 2014, 284 pages

Taxer mieux, gagner plus
Robin Rivaton, avril 2014, 52 pages

L'État innovant (2) : diversifier la haute administration
Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 44 pages

L'État innovant (1) : renforcer les think tanks
Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 52 pages

Pour un new deal fiscal
Gianmarco Monsellato, mars 2014, 8 pages

Faire cesser la mendicité avec enfants
Julien Damon, mars 2014, 44 pages

Le low cost, une révolution économique et démocratique
Emmanuel Combe, février 2014, 52 pages

Un accès équitable aux thérapies contre le cancer
Nicolas Bouzou, février 2014, 52 pages

Réformer le statut des enseignants
Luc Chatel, janvier 2014, 8 pages

Un outil de finance sociale : les social impact bonds
Yan de Kerorguen, décembre 2013, 36 pages

Pour la croissance, la débureaucratisation par la confiance
Pierre Pezziardi, Serge Soudoplatoff et Xavier Quérat-Hément, novembre 2013, 48 pages

Les valeurs des Franciliens
Guénaëlle Gault, octobre 2013, 36 pages

Sortir d'une grève étudiante : le cas du Québec
Jean-Patrick Brady et Stéphane Paquin, octobre 2013, 40 pages

Un contrat de travail unique avec indemnités de départ intégrées
Charles Beigbeder, juillet 2013, 8 pages

L'opinion européenne en 2013
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, juillet 2013, 268 pages

La nouvelle vague des émergents : Bangladesh, Éthiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique
Laurence Daziano, juillet 2013, 40 pages (disponible en anglais)

Transition énergétique européenne : bonnes intentions et mauvais calculs
Albert Bressand, juillet 2013, 44 pages

La démobilité : travailler, vivre autrement
Julien Damon, juin 2013, 44 pages

Le Kapital. Pour rebâtir l'industrie
Christian Saint-Étienne et Robin Rivaton, avril 2013, 40 pages

Code éthique de la vie politique et des responsables publics en France
Les Arvernes, Fondation pour l'innovation politique, avril 2013, 12 pages

Les classes moyennes dans les pays émergents
Julien Damon, avril 2013, 38 pages

Innovation politique 2013
Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2013, 652 pages

Relancer notre industrie par les robots (2) : les stratégies
Robin Rivaton, décembre 2012, 40 pages

Relancer notre industrie par les robots (1) : les enjeux
Robin Rivaton, décembre 2012, 52 pages

La compétitivité passe aussi par la fiscalité
Aldo Cardoso, Michel Didier, Bertrand Jacquillat, Dominique Reynié et Grégoire Sentilhes, décembre 2012, 20 pages

Une autre politique monétaire pour résoudre la crise
Nicolas Goetzmann, décembre 2012, 40 pages

La nouvelle politique fiscale rend-elle l'ISF inconstitutionnel ?
Aldo Cardoso, novembre 2012, 12 pages

Fiscalité : pourquoi et comment un pays sans riches est un pays pauvre…
Bertrand Jacquillat, octobre 2012, 40 pages

Youth and Sustainable Development
Fondapol/Nomadéis/United Nations, juin 2012, 80 pages

La philanthropie. Des entrepreneurs de solidarité
Francis Charhon, mai / juin 2012, 44 pages

Les chiffres de la pauvreté : le sens de la mesure
Julien Damon, mai 2012, 40 pages

Libérer le financement de l'économie
Robin Rivaton, avril 2012, 40 pages

L'épargne au service du logement social
Julie Merle, avril 2012, 40 pages

L'opinion européenne en 2012
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2012, 210 pages

Valeurs partagées
Dominique Reynié (dir.), PUF, mars 2012, 362 pages

Les droites en Europe
Dominique Reynié (dir.), PUF, février 2012, 552 pages

Innovation politique 2012
Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2012, 648 pages

L'école de la liberté : initiative, autonomie et responsabilité
Charles Feuillerade, janvier 2012, 36 pages

Politique énergétique française (2) : les stratégies
Rémy Prud'homme, janvier 2012, 40 pages

Politique énergétique française (1) : les enjeux
Rémy Prud'homme, janvier 2012, 48 pages

Révolution des valeurs et mondialisation
Luc Ferry, janvier 2012, 36 pages

Quel avenir pour la social-démocratie en Europe ?
Sir Stuart Bell, décembre 2011, 36 pages (disponible en anglais)

La régulation professionnelle : des règles non étatiques pour mieux responsabiliser
Jean-Pierre Teyssier, décembre 2011, 36 pages

L'hospitalité : une éthique du soin
Emmanuel Hirsch, décembre 2011, 32 pages

12 idées pour 2012
Fondation pour l'innovation politique, décembre 2011, 110 pages

Les classes moyennes et le logement
Julien Damon, décembre 2011, 40 pages

Réformer la santé : trois propositions
Nicolas Bouzou, novembre 2011, 32 pages

Le nouveau Parlement : la révision du 23 juillet 2008
Jean-Félix de Bujadoux, novembre 2011, 40 pages

La responsabilité
Alain-Gérard Slama, novembre 2011, 32 pages

Le vote des classes moyennes
Élisabeth Dupoirier, novembre 2011, 40 pages

La compétitivité par la qualité
Emmanuel Combe et Jean-Louis Mucchielli, octobre 2011, 32 pages

Les classes moyennes et le crédit
Nicolas Pécourt, octobre 2011, 32 pages

Portrait des classes moyennes
Laure Bonneval, Jérôme Fourquet et Fabienne Gomant, octobre 2011, 36 pages

Morale, éthique, déontologie
Michel Maffesoli, octobre 2011, 40 pages

Sortir du communisme, changer d'époque
Stéphane Courtois (dir.), PUF, octobre 2011, 672 pages

L'énergie nucléaire après Fukushima : incident mineur ou nouvelle donne ?
Malcolm Grimston, septembre 2011, 16 pages

La jeunesse du monde
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2011, 132 pages (disponible en anglais)

Pouvoir d'achat : une politique
Emmanuel Combe, septembre 2011, 52 pages

La liberté religieuse
Henri Madelin, septembre 2011, 36 pages

Réduire notre dette publique
Jean-Marc Daniel, septembre 2011, 40 pages

Écologie et libéralisme
Corine Pelluchon, août 2011, 40 pages

Valoriser les monuments historiques : de nouvelles stratégies
Wladimir Mitrofanoff et Christiane Schmuckle-Mollard, juillet 2011, 28 pages

Contester les technosciences : leurs raisons
Eddy Fougier, juillet 2011, 40 pages

Contester les technosciences : leurs réseaux
Sylvain Boulouque, juillet 2011, 36 pages

La fraternité
Paul Thibaud, juin 2011, 36 pages

La transformation numérique au service de la croissance
Jean-Pierre Corniou, juin 2011, 52 pages

L'engagement
Dominique Schnapper, juin 2011, 32 pages

Liberté, Égalité, Fraternité
André Glucksmann, mai 2011, 36 pages

Quelle industrie pour la défense française ?
Guillaume Lagane, mai 2011, 26 pages

La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise
Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, mai 2011, 44 pages

La religion dans les affaires : la finance islamique
Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 36 pages

Où en est la droite ? L'Allemagne
Patrick Moreau, avril 2011, 56 pages

Où en est la droite ? La Slovaquie
Étienne Boisserie, avril 2011, 40 pages

Qui détient la dette publique ?
Guillaume Leroy, avril 2011, 36 pages

Le principe de précaution dans le monde
Nicolas de Sadeleer, mars 2011, 36 pages

Comprendre le Tea Party
Henri Hude, mars 2011, 40 pages

Où en est la droite ? Les Pays-Bas
Niek Pas, mars 2011, 36 pages (disponible en anglais)

Productivité agricole et qualité des eaux
Gérard Morice, mars 2011, 44 pages

L'Eau : du volume à la valeur
Jean-Louis Chaussade, mars 2011, 32 pages

Eau : comment traiter les micropolluants ?
Philippe Hartemann, mars 2011, 38 pages

Eau : défis mondiaux, perspectives françaises
Gérard Payen, mars 2011, 62 pages

L'irrigation pour une agriculture durable
Jean-Paul Renoux, mars 2011, 42 pages

Gestion de l'eau : vers de nouveaux modèles
Antoine Frérot, mars 2011, 32 pages

Où en est la droite ? L'Autriche
Patrick Moreau, février 2011, 42 pages (disponible en anglais)

La participation au service de l'emploi et du pouvoir d'achat
Jacques Perche et Antoine Pertinax, février 2011, 32 pages

Le tandem franco-allemand face à la crise de l'euro
Wolfgang Glomb, février 2011, 38 pages (disponible en anglais)

2011, la jeunesse du monde
Dominique Reynié (dir.), janvier 2011, 88 pages

L'opinion européenne en 2011
Dominique Reynié (dir.), Édition Lignes de Repères, janvier 2011, 254 pages

Administration 2.0
Thierry Weibel, janvier 2011, 48 pages

Où en est la droite ? La Bulgarie
Antony Todorov, décembre 2010, 32 pages (disponible en anglais)

Le retour du tirage au sort en politique
Gil Delannoi, décembre 2010, 38 pages

La compétence morale du peuple
Raymond Boudon, novembre 2010, 30 pages

L'Académie au pays du capital
Bernard Belloc et Pierre-François Mourier, PUF, novembre 2010, 222 pages

Pour une nouvelle politique agricole commune
Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages (disponible en anglais)

Sécurité alimentaire : un enjeu global
Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages (disponible en anglais)

Les vertus cachées du low cost aérien
Emmanuel Combe, novembre 2010, 40 pages

Innovation politique 2011
Fondation pour l'innovation politique, PUF, novembre 2010, 676 pages

Défense : surmonter l'impasse budgétaire
Guillaume Lagane, octobre 2010, 34 pages

Où en est la droite ? L'Espagne
Joan Marcet, octobre 2010, 34 pages (disponible en anglais)

Les vertus de la concurrence
David Sraer, septembre 2010, 44 pages

Internet, politique et coproduction citoyenne
Robin Berjon, septembre 2010, 32 pages

Où en est la droite ? La Pologne
Dominika Tomaszewska-Mortimer, août 2010, 42 pages (disponible en anglais)

Où en est la droite ? La Suède et le Danemark
Jacob Christensen, juillet 2010, 44 pages (disponible en anglais)

Quel policier dans notre société ?
Mathieu Zagrodzki, juillet 2010, 28 pages

Où en est la droite ? L'Italie
Sofia Ventura, juillet 2010, 36 pages (disponible en anglais)

Crise bancaire, dette publique : une vue allemande
Wolfgang Glomb, juillet 2010, 28 pages

Dette publique, inquiétude publique
Jérôme Fourquet, juin 2010, 32 pages

Une régulation bancaire pour une croissance durable
Nathalie Janson, juin 2010, 36 pages (disponible en anglais)

Quatre propositions pour rénover notre modèle agricole
Pascal Perri, mai 2010, 32 pages

Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ?
Pascal Perrineau, mai 2010, 56 pages

L'opinion européenne en 2010
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mai 2010, 245 pages

Pays-Bas : la tentation populiste
Christophe de Voogd, mai 2010, 43 pages (disponible en anglais)

Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat
Pascal Perri, avril 2010, 30 pages

Où en est la droite ? La Grande-Bretagne
David Hanley, avril 2010, 34 pages (disponible en anglais)

Renforcer le rôle économique des régions
Nicolas Bouzou, mars 2010, 30 pages

Réduire la dette grâce à la Constitution
Jacques Delpla, février 2010, 54 pages (disponible en anglais)

Stratégie pour une réduction de la dette publique française
Nicolas Bouzou, février 2010, 30 pages

Iran : une révolution civile ?
Nader Vahabi, novembre 2009, 19 pages (disponible en anglais)

Où va la politique de l'église catholique ? D'une querelle du libéralisme à l'autre
Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages

Agir pour la croissance verte
Valéry Morron et Déborah Sanchez, octobre 2009, 11 pages

L'économie allemande à la veille des législatives de 2009
Nicolas Bouzou et Jérôme Duval-Hamel, septembre 2009, 10 pages (disponible en anglais)

Élections européennes 2009 : analyse des résultats en Europe et en France
Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau, septembre 2009, 32 pages (disponible en anglais)

Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après
Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages

L'État administratif et le libéralisme. Une histoire française
Lucien Jaume, juin 2009, 12 pages

La politique européenne de développement : une réponse à la crise de la mondialisation ?
Jean-Michel Debrat, juin 2009, 12 pages (disponible en anglais)

La protestation contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs : défense du statut, illustration du statu quo.
Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson
David Bonneau, mai 2009, 20 pages

La lutte contre les discriminations liées à l'âge en matière d'emploi
Élise Muir (dir.), mai 2009, 64 pages (disponible en anglais)

Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le protectionnisme
Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages (disponible en anglais)

Après le 29 janvier : la fonction publique contre la société civile ? Une question de justice sociale et un problème démocratique
Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages (disponible en anglais)

La réforme de l'enseignement supérieur en Australie
Zoe McKenzie, mars 2009, 74 pages (disponible en anglais)

Les réformes face au conflit social
Dominique Reynié, janvier 2009, 14 pages

L'opinion européenne en 2009
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2009, 237 pages

Travailler le dimanche : qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche ?
Sondage, analyse, éléments pour le débat
Dominique Reynié, janvier 2009, 18 pages

Stratégie européenne pour la croissance verte
Elvire Fabry et Damien Tresallet (dir.), novembre 2008, 124 pages

Défense, immigration, énergie : regards croisés franco-allemands sur trois priorités de la présidence française de l'UE
Elvire Fabry, octobre 2008, 35 pages

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
fondapol.org

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
UN THINK TANK LIBÉRAL, PROGRESSISTE ET EUROPÉEN

Née en 2004, la Fondation pour l'innovation politique s'inscrit dans une perspective libérale, progressiste et européenne. Par ses travaux, elle vise deux objectifs : contribuer à un débat pluraliste et documenté, et inspirer la décision publique.

Reconnue d'utilité publique, la Fondation met gratuitement à la disposition de tous la totalité de ses travaux sur le site **fondapol.org**. De plus, sa plateforme **data.fondapol** permet à chacun de consulter l'ensemble des données collectées dans le cadre des enquêtes. Ses bases de données sont utilisables, dans le prolongement de la politique d'ouverture et de partage des données publiques voulue par le gouvernement. Enfin, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales, les données sont proposées dans les différentes langues du questionnaire, soit par exemple 33 langues pour l'enquête Démocraties sous tension, menée dans 42 pays.

La Fondation peut dédier une partie de son activité à des enjeux qu'elle juge stratégiques. Ainsi, le groupe de travail **« Anthropotechnie »** examine et initie des travaux explorant les nouveaux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme-machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales. Il contribue à la réflexion et au débat sur le transhumanisme. **« Anthropotechnie »** propose des articles traitant des enjeux éthiques, philosophiques et politiques que pose l'expansion des innovations technologiques dans le domaine de l'amélioration du corps et des capacités humaines.

La Fondation pour l'innovation politique est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées.

Bulletin de soutien

Le débat public a besoin de la Fondation et la Fondation a besoin de vous !

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
fondapol.org

☐ **Je soutiens la Fondation pour l'innovation politique**

voici ma contribution de :

☐ 100 € ☐ 500 € ☐ 1 000 € ☐ 5 000 €

☐ 10 000 € ☐ 50 000 € ☐ Autre montant ..... €

Je choisis de faire un don :

☐ À titre personnel

☐ Au titre de la société suivante : _____

Destinataire du reçu fiscal : _____

_____

N° _____ Rue _____

_____

_____

Code postal _____ Ville

Courriel _____

☐ Par chèque, à l'ordre de la **Fondation pour l'innovation politique**

☐ Par virement bancaire daté du :.....

au profit du compte Fondation pour l'innovation politique à la Caisse des dépôts et consignations : IBAN : FR77 4003 1000 0100 0029 9345 Z16
BIC : CDCGFRPPXXX

Régime fiscal des dons versés par des personnes physiques ou morales fiscalement domiciliées en France

Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondation pour l'innovation politique peut recevoir des dons et legs des particuliers et des entreprises.

Au titre des versements effectués :

- Les contribuables bénéficient d'une réduction d'impôt sur le revenu égale à 66 % de leur montant, dans la limite de 20 % du revenu imposable (art. 200-1 du CGI) et/ou au titre de l'IFI, d'une réduction de 75 % de leur montant dans la limite de 50 000 euros.
- Les entreprises assujetties à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés bénéficient d'une réduction d'impôt de 60 % pris dans la limite de 10 000 euros ou de 0,5 % du chiffre d'affaires HT lorsque ce dernier est plus élevé (art. 238 bis du CGI), avec report possible sur les cinq années suivantes de la déduction en cas de dépassement du seuil.

Vous trouverez au verso de ce bulletin un tableau récapitulant les réductions fiscales possibles dans le cadre de votre don à la Fondation pour l'innovation politique.

À renvoyer à :

Fondation pour l'innovation politique

11, rue de Grenelle

75007 Paris

Contact :

Anne Flambert

Responsable administratif et financier

01 47 53 67 09

anne.flambert@fondapol.org

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
fondapol.org

Bulletin de soutien

Exemples de soutiens aux actions de la Fondation pour l'innovation politique et calcul de la contribution réelle après déduction fiscale (IS/IR/ISF)

Exemples de contribution annuelle	Contribution réelle après déduction de 60 % au titre de l'impôt sur les sociétés	Contribution réelle après déduction de 66 % au titre de l'impôt sur le revenu	Contribution réelle après déduction de 75 % au titre de l'impôt sur la fortune immobilière
100 €	40 €	34 €	25 €
500 €	200 €	170 €	125 €
1 000 €	400 €	340 €	250 €
5 000 €	2 000 €	1 700 €	1 250 €
10 000 €	4 000 €	3 400 €	2 500 €
50 000 €	20 000 €	17 000 €	12 500 €

Merci de noter ci-dessous vos coordonnées pour nous permettre d'établir votre reçu fiscal :

Organisme ou particulier

Nom Prénom

Nom de l'organisme

N° Rue

Code postal Ville

Pays

Téléphone

Courriel

Date Signature

À renvoyer à :

Fondation pour l'innovation politique

11, rue de Grenelle

75007 Paris

Contact :

Anne Flambert

Responsable administratif et financier

01 47 53 67 09

anne.flambert@fondapol.org

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
fondapol.org

Lors des élections municipales de 2020, dans un contexte politique et médiatique particulièrement favorable au vote écologiste, EELV a dû composer des coalitions de gauche pour réaliser une percée finalement modeste dans les villes de plus de 100 000 habitants. Pourtant, cette France des métropoles est supposée constituer sa terre de prédilection. En réalité, l'abstention, historique et si peu commentée, a eu raison de tous les partis, sans exception, et sans doute même de ces élections municipales. Pour le moins, l'observation des données conduit à rejeter la thèse d'une « vague verte », annoncée par les sondages avant même la tenue du second tour. L'étude que nous publions ici procède de la base de données que nous avons élaborée, disponible en *open data* sur **data.fondapol.org**.

Les médias

fondapol.tv

trop libre
Une voix libérale, progressiste et européenne

ANTHROPO TECHNIE
LES ENJEUX DE L'HUMAIN AUGMENTÉ

Les données en open data

data.*fondapol*

Le site internet

fondapol.org

978 2 36408 235 9
ISBN : 978-2-36408-235-9

11, rue de Grenelle • 75007 Paris – France • Tél. : 33 (0)1 47 53 67 00 • contact@fondapol.org